

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 32 (1146) - 21 août 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2 - 3

Enfants du peuple ? La Justice s'en fout.



INDEX

Soutenez les parents contre la Justice !

Plainte : "non assistance
à enfants en danger"

..... P 5

Même l'enfant devient marchandise

Pédophilie, branche de
l'économie capitaliste

..... P 2 - 3

Enormes moyens pour aider la fraude fiscale

Analyse de la pub
des paradis fiscaux

..... P 4

Terrible anniversaire pour Kevin (2 ans)

Son papa tabassé sous
ses yeux à Schaerbeek

..... P 7

Koekelberg abrite des fascistes rwandais

Le couvent de Maredret
protège Soeur Gertrude

..... P 12

Misère au Burundi : Un terrain

pour le fascisme

..... P 14-15

Les parents de Julie et Mélissa (en haut), tout comme ceux de An et Eefje (en bas), qui n'ont pas été retrouvées, dénoncent les négligences coupables de l'enquête. Pour retrouver les enfants du peuple, la Justice fait bien moins que pour un gamin de riches comme Anthony Deckerck.



Le jardin de Sars-La-Buissière où ont été trouvés les corps de Julie et Mélissa.

Horrible crime, horrible société

Herwig Lerouge

Dans quelle société vivons-nous ? Il n'y a plus de mots pour décrire l'horreur que doivent avoir vécue les fillettes et les jeunes filles séquestrées par des détraqués comme Dutroux.

Dans quel système vivons-nous où de tels individus peuvent s'enrichir en torturant ou en tuant des jeunes filles et des enfants ?

La peine de mort pour un système qui génère de tels crimes !

Exploitation sexuelle des enfants : branche de l'économie capitaliste

«Le mal absolu devant lequel nous sommes impuissants.» C'est en ces termes que certains journaux parlent des actes de Dutroux et compagnie. Mais le mal absolu est-il dans l'homme ou dans le système qui permet à des malades de s'enrichir par le commerce du sadisme, de la torture et du meurtre d'enfants. Cela leur a rapporté des millions et sans doute leurs mandataires y ont gagné beaucoup plus.

Tout comme le commerce de la drogue, la prostitution et plus particulièrement la pornographie et la prostitution infantile sont des branches de l'industrie des loisirs capitaliste.

350.000 F pour une place dans un cinéma porno

En 1990, on a découvert en Grande-Bretagne (1), l'existence d'un réseau qui diffusait des "snuff-movies". Ce sont des films de violence réelle, montrant des violences sexuelles sur de jeunes garçons et des mises à mort réelles. Ces films étaient vendus pour des sommes astronomiques par le biais de réseaux pornographiques spécialisés. Il fallait payer 350.000 F pour assister à la projection d'un tel film. On voit tout de suite les

bénéfices énormes mais aussi la catégorie de la population à qui s'adressait cette marchandise. Plus de dix jeunes garçons auraient ainsi été assassinés, devant la caméra, après d'atroces souffrances.

Le capitalisme est un système criminel. Tout y est transformé en denrée commerciale. Le capital ne voit dans les hommes, les femmes et même les enfants que matière à exploitation, ce ne sont que des objets dont il ne pense qu'à tirer profit.

Jamais les enfants n'ont été à l'abri de la soif de profit capitaliste. En Europe, les patrons ont obligé les travailleurs à envoyer leurs enfants dans les mines pour pouvoir survivre. Les filles des travailleurs étaient obligées de se prostituer pour les patrons. Il a fallu que le mouvement ouvrier s'organise, arrache des salaires décentes et fasse interdire le travail des enfants pour qu'il soit mis un terme à ce crime. Aujourd'hui encore, dans de nombreux pays dans le monde, le patronat exploite la main d'oeuvre infantile pour battre la concurrence.

Dans certains pays du tiers monde, la prostitution infantile est une branche de l'industrie du tourisme. Dans la plupart des cas, les possédants locaux sont impliqués et travaillent en collaboration avec



Sabine Dardenne, 12 ans, lors de sa libération après deux mois de détention. Un traumatisme immense.

des réseaux organisés à partir de l'Occident. Un rapport de l'Unicef, publié en juin 1994, observe que «l'exploitation sexuelle des enfants est devenue une caractéristique de la vie économique de plusieurs pays d'Asie et d'Amérique Latine». (2) Selon ce même rapport, 300.000 mômes se prostituent en Inde, 100.000 en Thaïlande, 100.000 aux Philippines, 40.000 au Vietnam, 30.000 au Sri Lanka.

Jusqu'il y a peu, les catalogues des agences de voyage occidentales, dont le géant allemand Neckermann, attiraient de riches touristes pervers vers ces destinations.

L'émission Panorama a montré un documentaire norvégien comportant une négociation authentique entre le représentant d'un réseau de pornographie infantile à Los Angeles avec un journaliste qui demandait des enfants qu'il pouvait tuer. Le représentant du réseau affirmait pouvoir livrer des enfants d'Amérique latine qu'il ne fallait pas "ramener après usage". Dans la Russie et les pays d'Europe de l'Est dès 1992, le lien entre le capitalisme et la réapparition de la

prostitution infantile est évident. En Roumanie, les pédophiles peuvent violer un enfant pour 60 FB. (3)

Sadisme à grande échelle

Dans le système capitaliste, le meurtre et le sadisme sont propagés à grande échelle. Dutroux et Lelièvre ont poussé le sadisme jusqu'à laisser mourir de faim Julie et Mélissa.

C'est atroce et la douleur des parents est incommensurable. Mais elle nous fait aussi mieux comprendre quelles souffrances atroces le système capitaliste fait subir aux parents des enfants du tiers monde. Il y laisse mourir de faim tous les jours 40.000 Julie et Mélissa. Pourtant les moyens pour aider ces enfants à survivre existent bel et bien. Jamais dans l'Histoire, il n'y a eu autant de richesses produites dans le monde. Mais le capital ne prête qu'aux riches et ne vend qu'à ceux qui savent payer. Ces crimes horribles nous rappellent aussi que nos dirigeants

continuent aussi à punir un pays comme l'Irak en imposant un embargo criminel qui signifie la mort de 600.000 enfants. Comment doit-on appeler un gouvernement qui affame 600.000 enfants pour obliger un pays à se soumettre complètement à ses volontés ? N'est-ce pas du sadisme à grande échelle ?

Près de chez nous, la presse à sensation rivalise en histoire d'horreurs. On a même créé une revue qui invente des histoires pour un public qui n'est même plus choqué par les horreurs réelles. Le commerce des vidéos violentes et sadiques est une industrie florissante. La mère d'une jeune fille enlevée à Anvers en 1985, Mme Bricchet a témoigné qu'elle a pu acheter sans problème à Anvers des vidéos porno filmant des enfants.

Drogue, violence, fraude fiscale, traite des femmes et des enfants : ce système est vraiment une plaie horrible pour l'humanité. Il faut lui appliquer la peine de mort.

1. La Dernière Heure, 4 août 1990.
2. Le Vif, 5 août 1994. 3. La Libre Belgique, 17 février 1992.

Le socialisme seul capable d'une lutte efficace contre la criminalité

Douze années après sa naissance, la République Démocratique Allemande avait réussi à diminuer considérablement la criminalité. En 1960, on comptait dans toute la RDA le même nombre de crimes ou de délits que dans la seule ville de Berlin-Ouest. Les raisons sont les suivantes. Chacun était assuré d'une vie matérielle décente. Une autre attitude envers la

propriété était en vigueur. Il était ainsi impossible de s'enrichir au point de devenir un grand capitaliste. Une éducation au respect de l'homme et de sa propriété acquise par le travail était enseignée. La presse en RDA n'était jamais du sang ou des récits sensationnels de hold-up à la une. Les films exaltant le crime ou la violence étaient interdits.



Les enquêteurs ont attendu plusieurs jours avant de commencer à rechercher Julie et Mélissa (photo). Pour An et Eefje, ils ont même attendu dix jours !

Si Julie et Mélissa s'étaient appelées Anthony...

L'appareil policier et juridique est l'ennemi du peuple

La gendarmerie et son ordinateur superpuissant ont réussi à reconstituer un numéro de plaque donné presque intégralement par un jeune étudiant, qui ont mené à l'arrestation de Dutroux. Mais pourquoi la gendarmerie n'a-t-elle pas été capable, parmi les quelques dangereux criminels condamnés pour pédophilie, de surveiller Dutroux comme principal suspect ? Dutroux avait utilisé exactement les mêmes techniques de rapt que lors de ces premiers crimes dans les années 80.

Dans cette affaire, la gendarmerie et la Justice ont été tout aussi inefficaces que dans l'Affaire de la Bande du Brabant Wallon dont elles n'ont même pas encore trouvé le premier suspect.

Les parents de Julie et Mélissa sont en colère. Contre l'ancien ministre de la Justice Wathelet qui a signé la mise en liberté conditionnelle de Dutroux. Mais surtout contre l'appareil judiciaire. Ils comptent déposer plainte contre les responsables du parquet de Liège pour "non assistance à des enfants en danger". Cette action mérite tout notre soutien.

Les enquêteurs de Liège ont attendu plusieurs jours avant de démarrer les recherches — dans le cas de Ann et Eefje, c'était même dix jours. Ils ont jusqu'au bout fait preuve de scepticisme à propos de l'existence en Belgique de réseaux organisés de criminels pédophiles. Après quelque temps, leur seul espoir était «que le temps fasse son travail...et que surgisse un élément

déclenchant» (Conférence de presse des parents, 19.8.1996). Mr Hombroise, premier substitut de Liège, en charge du dossier, affirme que les enquêteurs surveillaient Dutroux dès le début, vu son passé. Comment explique-t-il qu'ils n'aient rien remarqué des travaux de terrassement avec des bulldozers, des nouvelles filles enlevées que les complices amenaient, de l'enterrement des fillettes et du complice de Dutroux ? Les gendarmes ont perquisitionné chez Dutroux, au mois de décembre 95, sous le prétexte d'un trafic de voitures. Mais ils n'ont trouvé ni la camionnette blanche, signalée dans la disparition de Julie et Mélissa, d'Ann et Eefje et de Loubna ben Aissa, ni la Citroën-CX.

Les enfants étaient toujours en vie à ce moment. «Pourquoi, se demandent les parents, n'ont-ils pas utilisé les moyens sophistiqués existants, tels les détecteurs thermiques pour rechercher des cadavres ? Les parents ont été systématiquement tenus à l'écart de l'enquête. «Nous avons été méprisés par les magistrats et les enquêteurs, disent-ils. Pourtant si nous avions été là lors de la perquisition, les enfants auraient reconnu nos voix et réagi.»

Mais les parents de Julie et Mélissa sont de simples ouvriers. Quelle différence avec la façon dont la justice a pris en mains l'enlèvement du petit Anthony, le fils du baron du textile Declercq ! L'enquête avait tout de suite

démarré, tous les moyens étaient mis en oeuvre, y compris le contrôle des images prises par les caméras des autoroutes...

Grands moyens pour Anthony et contre le peuple

Quelle différence avec les moyens déployés contre les étudiants et les enseignants cette année ! Des centaines de gendarmes à pied d'oeuvre toutes les semaines, des dizaines de gendarmes infiltrés dans les manifestations, des dizaines de photographes, de caméras vidéos pour surveiller tous les faits et gestes des manifestants.

Quelle différence avec les efforts fournis pendant deux ans par la gendarmerie pour fichier illégalement tous les habitants d'origine turque de Belgique et leurs relations : 400.000 personnes contrôlées.

L'appareil policier et judiciaire dans notre système est au service de la classe des capitalistes. Ses responsables appartiennent à la classe capitaliste, ils sont liés par mille liens familiaux, financiers et autres à cette classe et ils méprisent le peuple. Cet appareil est orienté et entraîné essentiellement pour réprimer la révolte des travailleurs contre l'exploitation et l'injustice. La gendarmerie consacre les trois quarts de ses entraînements et de ses activités à des missions de maintien de l'ordre. Entre-temps, le peuple est liv au crime organisé.

Les spécialistes ne sont jamais consultés

En 1989, Dutroux avait été condamné à treize ans pour vol, rapt et viol d'une mineure. Il a été mis en liberté conditionnelle après trois ans et demi.

«Il existe une poignée de grands pervers, des psychopathes, déclare le Dr Colette Moulaert, pédiatre de Médecine pour le Peuple à Charleroi. C'est bien connu, documenté. On doit protéger la société contre de tels individus. Il existe des spécialistes de cette question et même

une asbl qui s'occupe des gens ayant des pulsions pédophiles. Mais ces spécialistes et cette asbl ne sont jamais consultés par la Justice. On libère des gens comme Dutroux et d'autres sans prendre leur avis.»

Comme dans l'ensemble du secteur social, les moyens sont raboutés. Il n'y a en Belgique que deux centres spécialisés dans le traitement de ces psychopathes, à Bruxelles et Anvers. Leurs moyens sont limités.

Peines plus lourdes...

Edith Flamant, avocate à Anvers : «Contre un criminel, es juges ont deux voies. Ils peuvent opter pour condamnation classique (la Cour d'Assises ou le tribunal correctionnel) ou pour l'internement psychiatrique. Parce que certaines personnes commettent des délits en raison d'un trouble psychique. Elles doivent être traitées, et écartées de la société, si elles sont

dangereuses. En théorie, ce système est valable.

Mais la façon dont on l'applique est très critiquable. Parfois, des gens sont internés pour de petites choses, parce qu'ils sont un peu "bizarres" aux yeux des psychiatres bourgeois consultés par le tribunal. Dans ces institutions, on enferme surtout des gens du peuple.»

ou internement ?

L'avocate Edith Flamant poursuit : «S'il s'agit de crimes provoqués par de graves troubles psychiques (meurtres sadiques), le raisonnement du système est : il faut infliger la peine la plus longue possible, donc coûte que coûte déclarer l'auteur "normal".

Si quelqu'un est anormal, pas de procès en Cour d'Assises.

Joue aussi le besoin de "justice" ou de vengeance qui peut s'exprimer dans un procès public d'Assises. Tandis que déclarer quelqu'un "anormal" serait considéré comme une "pitié excessive" envers un monstre.

Le choix entre peine ou internement n'est pas effectué sur base scientifique. En réalité, tribunal et défense spéculent sur la durée de la privation de liberté selon les deux possibilités. C'est normal qu'on raisonne ainsi parce que, vu les faibles moyens accordés aux institutions, les deux systèmes signifient surtout une privation de liberté. Si l'internement était décidé sur

une base scientifique, on internerait moins "d'associaux" et les véritables "félés" seraient moins vite déclarés guéris.

Partant de la position que Dutroux est psychiquement dérangé, cela ne me semble pas un hasard qu'il ait abouti dans le circuit des peines de prison.

Si on veut appliquer la loi, on pourrait supposer que le tribunal a ordonné une enquête psychiatrique et que le psychiatre peut difficilement déclarer "normal" le violeur de plusieurs jeunes filles mineures. Si le système fonctionnait comme il faut, au premier choc avec la Justice, cet homme serait interné dans l'idée de le soigner *tant que* son dérangement n'ait pas disparu. Mais on lui a donné une peine correctionnelle de plus de dix ans, de peur qu'il "ne s'en sorte trop vite".

Mais du fait de la loi Lejeune, il ressort beaucoup plus tôt. En fait, il n'a eu "aucun traitement", son encadrement dans une nouvelle vie a été inexistant et donc, il récidive.»

Peine de mort ?

S'il s'agit de quelqu'un qui est félé (comme un criminel sadique) il ne répond qu'à des impulsions soudaines que des lois plus répressives ne peuvent contrer.

S'il s'agit d'un criminel, la peine de mort n'est pas dissuasive. Sur les dix Etats aux Etats-Unis où la peine de mort est appliquée, huit connaissent le taux de meurtres le plus élevé. Selon certaines théories, la peine de mort conduit même à des crimes plus

violents. Car un criminel, sachant qu'il "joue sa tête", serait plus enclin à liquider les témoins potentiels (et les victimes).

La peine de mort est aussi une peine de classe. Elle est appliquée en premier lieu contre les travailleurs. Aux Etats-Unis, 40 % de ceux qui attendent leur exécution sont des Noirs pauvres. Pourtant, les Noirs ne constituent que 12 % de la population.

EDITORIAL

Non assistance à enfants en danger

Herwig Lerouge

Les parents de Julie et Mélissa ont forcé l'admiration de tous les travailleurs. Malgré leur douleur, ils n'ont pas hurlé avec certains loups pour la réintroduction de la peine de mort. Ils ont désigné l'ancien ministre Wathélet et l'appareil policier et judiciaire comme les véritables responsables de la mort de leurs enfants. Ils comptent déposer plainte contre les responsables du parquet de Liège pour «non assistance à des enfants en danger». Cette action mérite tout notre soutien. L'appareil policier et judiciaire a traité cette affaire horrible avec une légèreté et une routine criminelle. Après quelque temps, il ne misait plus que sur «le temps qui devait faire son travail... et sur un élément nouveau». Les parents ont été tenus à l'écart de l'enquête, méprisés par les magistrats et les enquêteurs. Les parents de Julie et Mélissa sont de simples ouvriers. Cela explique la différence avec la façon dont la Justice a pris en main l'enlèvement d'Anthony, le fils du baron du textile Declercq. Là, le ministre de la Justice en personne s'en était chargé et tous les moyens mis en oeuvre.

La gendarmerie a fait preuve de son inefficacité totale à défendre le peuple contre la grande criminalité. Son ordonnateur puissant a été incapable de dresser le profil des quelques pédophiles criminels déjà connus. Ses Pelotons d'Observation, de Surveillance et d'Arrestation n'ont rien observé d'anormal dans et autour de la maison des horreurs à Charleroi. Sans doute, ses meilleurs spécialistes étaient-ils en train de s'infiltrer dans les manifestations d'enseignants. Sans doute étaient-ils trop occupés à ficher illégalement les 400.000 habitants d'origine turque de Belgique et leurs relations.

Tous les moyens mis à sa disposition depuis plus de dix ans n'ont élucidé aucun grand crime contre le peuple. Dans l'affaire de la bande du Brabant Wallon, on attend toujours le nom du premier suspect.

L'appareil policier et judiciaire est au service d'un système criminel. La gendarmerie est orientée et entraînée essentiellement pour réprimer la révolte des travailleurs contre l'exploitation et l'injustice. La gendarmerie consacre 56 % de ses entraînements et de ses activités à des missions de maintien de l'ordre. Un ordre où le meurtre et la torture d'enfants sont une marchandise qui rapporte gros. Entre-temps, le peuple est livré au crime organisé et ses enfants à la drogue et à la prostitution.

La gendarmerie doit être dissoute. Ses tâches judiciaires peuvent être transférées à la police judiciaire qui doit exclusivement combattre la criminalité et d'abord la grande criminalité et la criminalité en col blanc. Elle doit en recevoir les moyens. Les peines pour les trafiquants d'enfants et de femmes doivent être plus sévères.

Quand les Iles Caïman vous invitent...

“Investment International” : les bonnes combines

Où va le monde, si on ne peut plus faire confiance à une banque luxembourgeoise, se disent les riches et les patrons. Car la classe des capitalistes regarde le monde à l'envers.

Jo Cottenier

Pour les riches et les patrons, le scandale de la Kredietbank n'est pas celui de la fuite de capitaux et de la fraude fiscale, mais du vol de documents et de l'infraction au secret bancaire. La fraude découverte “par accident” au Luxembourg n'est pourtant qu'un petite pointe de l'iceberg...

Depuis que notre Centre de Documentation s'est faussement présenté comme une firme ayant une cagnotte de 2 millions de £ (livre sterling, soit 94 millions de FB) à placer, notre assortiment de revues s'est enrichi de la revue “Investment International”, qui devrait coûter £ 2.50 par numéro (150 FB), mais qui nous est envoyée gratuitement. La revue n'a qu'un seul sujet : présenter aux gros placeurs d'argent (noir), les innombrables offres alléchantes des paradis fiscaux.

**550 banques,
30.000 sociétés...
et 8.500 habitants !**

Les minuscules îlots, bourrés de sociétés financières, sont passés en revue. Ils s'appellent Jersey, Malte, Gibraltar, Guernsey, Bahamas, Bermudes, Caïman, Madère, Seychelles, Man, etc. Les avantages du placement “off-shore” (littéralement en pleine mer) y sont étalés de manière gênante : des taux d'intérêts exorbitants, la sécurité fiscale, le secret bancaire, les montages financiers comple-

Our new Offshore Instant Account promises you more than a great return. Because the Account's based in Guernsey, we can pay interest gross without deducting tax.* Which is good news if you're an expatriate, foreign national or, indeed, a UK resident who wants to take advantage of tax planning. You also get instant, penalty free access to your money and the choice of your interest paid monthly or annually. Add the security that comes from investing in a subsidiary of Northern Rock, one of the UK's Top Ten building societies, and you have an opportunity that's hard to beat.

AMOUNT YOU INVEST	ANNUAL INTEREST % GROSS	MONTHLY INTEREST % GROSS	MONTHLY INTEREST GROSS GARY
£100,000+	7.00	6.75	7.00
£50,000+	6.90	6.65	6.90
£25,000+	6.70	6.50	6.70
£10,000+	6.45	6.27	6.45

Invest right away with £10,000 or more. Call us any time between 9 and 5, Monday to Friday (you can leave a message at other times). Or complete and return the coupon. We'll send you full details and your application form.

01481 714 600
NORTHERN ROCK GUERNSEY

*Northern Rock (Guernsey) Limited, PO Box 521, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands GY1 4EQ. Interest on the Offshore Instant Account is subject to the terms and conditions of the account. The circumstances in which the interest rate may vary are set out in the Terms and Conditions of the Offshore Instant Account. Rates and conditions of the Offshore Instant Account are subject to change without notice. Northern Rock Building Society and its subsidiaries are authorised by the Financial Conduct Authority. Northern Rock Building Society and its subsidiaries are authorised by the Financial Conduct Authority. Northern Rock Building Society and its subsidiaries are authorised by the Financial Conduct Authority.

La revue “Investment International” présente chaque mois d'innombrables offres alléchantes des paradis fiscaux, ici de Guernsey : «Difficile à battre. Pour de gros intérêts, directement accessibles, investissez en mer. Jusqu'à 7 % d'intérêts.»

tes, l'assistance d'experts. Voici par exemple une annonce du “gouvernement” des Iles Caïman, dans les Caraïbes (8.500 habitants) : «Bien que petit, notre pays abrite 550 banques avec des dépôts approximatifs de 415 milliards de dollars (soit quelque 14.000 milliards de FB ou presque deux fois le produit national brut belge). Quarante-six des cinquante banques les plus importantes du monde sont représentées ici, tout comme les “Six firmes géantes” de comptabilité et de consultance juridique. Les Iles Caïman sont considérées par la communauté financière internationale comme “leader” dans le secteur des assurances globales. Les Iles Caïman hébergent actuellement quelque 370 sociétés d'assurance. A peu près 30.000 sociétés sont réglementées par la législation des Iles Caïman. Nous avons

sur place un corps de professionnels renommés pour vous aider et vous guider. Posez les questions; nous avons les réponses. Racontez-nous vos exigences; nous avons les services. Montrez-nous vos plans; nous en avons les facilités. Aux Iles Caïman, le gouvernement travaille dur pour encourager vos affaires.» (Février 96, page 2)

**Des cieus
plus propices
que le Luxembourg**

L'affaire de la Kredietbank-Luxembourg révèle des montages financiers de 85 sociétés belges et de 148 personnes physiques. Mais il est évident qu'il ne s'agit là que de la fraude relativement modeste par rapport aux pratiques des toutes grosses sociétés. Celles-là ne

bricolent pas au Luxembourg, mais opèrent sous des cieus encore plus propices aux opérations scabreuses.

Ce qui démontre bien qu'il est illusoire d'espérer un contrôle international ou “européen” des mouvements de capitaux ou de l'évasion fiscale. C'est la promesse que font Maystadt et Busquin pour ne pas prendre des mesures radicales en Belgique. Pourtant, le seul contrôle effectif est celui qui s'exerce sur les lieux de production de richesses, où les sociétés et les personnes exercent leur activité matérielle, source d'accumulation de capital. C'est ici et pas aux Iles Caïman qu'on peut exproprier les banques, exiger la levée du secret bancaire, ouvrir les comptabilités, réprimer sévèrement toute fuite et fraude. Il faudra l'imposer par la lutte !

«Ils s'enrichissent sur notre dos !»

Comité 532 : pour 500 milliards et 32 h sans perte de salaire

Jean Pestieau

Après l'action du 3 août, à Val Duchesse, contre les lois-cadres, une délégation du Comité 532 s'est rassemblée le mercredi 17 août devant l'imposant et riche palais de la Kredietbank à Bruxelles. Ce bâtiment de plusieurs milliards, est implanté dans un quartier ravagé par le chômage et les emplois précaires.

Les syndicalistes rouges et verts présents ont protesté contre la politique des deux poids, deux mesures. Pour les patrons et les grosses fortunes : cadeaux du gouvernement, fraudes massives et impunité. Pour les travailleurs, allocataires sociaux, minimexés et jeunes : modération salariale, sanctions, répression et insécurité. Ils ont revendiqué que les bénéfices des entreprises et les

gros revenus du capital paient pour l'emploi, la Sécu, les services publics et l'enseignement. Plusieurs camions et voitures, qui passaient, klaxonnaient pour approuver l'action. Deux clientes de la KB sont intervenues : «Bravo ! Il est grand temps de protester. Vous avez raison ! C'est inacceptable que nos petites pensions soient rognées pendant que les gros

fraudeurs s'enrichissent sur notre dos.» La délégation FGTB de Caterpillar avait envoyé une motion de soutien à l'action du Comité 532. Le Comité 532 lance la rentrée : **rassemblement contre les lois-cadres vendredi 23 août à 17h à Bruxelles, sur les escaliers de la Bourse, symbole de la haute finance. Venez avec vos motions de soutien, drapeaux, calicots et pancartes !**

Willockx contre De Batselier

Le bureau du SP a voté, en juillet, pour la poursuite de la réforme de l'Etat après 1999, sur base d'une note de Norbert De Batselier, président du parlement flamand. Le texte se réfère aux plans du CVP Luc Van den Brande. Celui-ci veut transformer la Belgique en un Etat confédéral dans lequel Flandre et Wallonie peuvent être tout à fait indépendantes.

La seule protestation à ce jour au sein du SP contre cette note, émane de Freddy Willockx. Cet europarlementaire craint que les idées communautaires de De Batselier mènent au «démantèlement de la Belgique. Une très grande partie de nos militants ne sont pas d'accord avec cela». (De Morgen, 12.8) La protestation de Willockx contre la dérive nationaliste est pourtant faible et inconséquente. Il accepte l'ouverture d'une nouvelle négociation communautaire en 1999. Le journal nationaliste flamand de droite *De Standaard* appelle cela une position "intelligente" (13.8).

Moureaux contre De Galan

Au sein du PS, la ministre Magda De Galan tente de jouer la "francophone modérée". Considérant que de nouvelles négociations communautaires avec la Flandre sont inévitables, elle espère que PS et SP parviennent à "un plan commun" dans ce domaine (*La Libre Belgique*, 12.8). Bien qu'elle ait ajouté que «les francophones doivent se réveiller et ne pas laisser se marcher sur les pieds», elle s'est attirée les foudres de son collègue de parti Serge Moureaux. Ce parlementaire du PS, provenant du FDF, estime que le point de vue "modéré" de Magda De Galan est «irresponsable et entièrement déplacé» (*Le Soir*, 14.8). La spirale nationaliste entraîne autant que le PS que le SP.



Les parents de Mélissa Lejeune (à gauche) et de Julie Russo (à droite) ont eu le courage, avec leur avocat Me. Hissel (au centre), de dénoncer la passivité de la Justice.

Témoignez votre solidarité !

Pour qu'elles ne soient pas mortes pour rien

Non, l'appareil judiciaire, le ministère de la Justice, les services d'ordre ne se sont pas souciés de ces enfants du peuple : Julie, Mélissa, Ann, Eefje, Kim, Ken et les autres.

Riet Dhont

Par contre, nous avons vu tant d'engagement et de solidarité venant de simples gens, que ces messieurs-dames peuvent bien rougir de honte. Des milliers de gens ont aidé les parents des disparus dans leurs tentatives de les retrouver. Indignés, beaucoup le disent : «C'est grâce à la pression de ces actions que Laetitia et Sabine ont été retrouvées.»

Des centaines de gens ont apporté fleurs et messages à l'endroit où sont mortes Julie et Mélissa ou au domicile de leurs parents. Les travailleurs de

l'usine Ferblat ont arrêté le travail samedi soir, en sympathie pour leur camarade, père de Mélissa, et pour protester contre la passivité de la Justice. Il y a quelques mois, ils avaient déjà fait don d'une journée de salaire pour aider les frais des recherches. Alors que les allocations familiales n'étaient plus versées pour ces deux enfants ! Nous voulons également témoigner notre solidarité et apporter notre petite pierre à la protestation des familles. Avec l'accord du Comité Julie et Mélissa, nous imprimons six cartes de soutien destinées aux six familles impliquées dans cette affaire. Chaque

carte coûte vingt francs et servira à aider à couvrir les frais du procès que ces parents ont intenté contre le ministère de la Justice pour "non assistance à enfants en danger". Mais nous enverrons également des cartes postales à Sabine et Laetitia. Ce qu'elles ont subi est terrible. Nous voulons les soutenir, elles doivent recommencer une nouvelle vie. Beaucoup d'enfants ont eu très peur et ont exprimé leur chagrin et leur solidarité.

Pour les familles d'Ann et Eefje, l'intolérable attente continue. Vous pouvez leur envoyer une carte postale, qu'elles sachent qu'elles ne sont pas seules. Sur chaque carte, une place est prévue pour un message personnel. Les cartes peuvent être commandées (20 F l'exemplaire, 100 F les six) au : secrétariat du PTB, 171 boulevard Lemonnier, 1000 Bruxelles. Tél : 02/513.66.26.

Louvain : certaines voix sont interdites

Le PTB brise la censure politique du bourgmestre Tobbac

Mieke Van Overveldt

«Pas de partis politiques !» Tobbac, bourgmestre SP de Louvain, avait décidé d'imposer la censure au Parti du Travail et à la Ligue Anti-impérialiste, la semaine passée. Récit des militants...

«Au premier jour du "Mark-trock", nous lançons un petit jeu, avec participation des passants, sur le thème des sacs-poubelles à 40 F imposés par le bourgmestre. Les gens reçoivent notre dossier sur la KB. Grand intérêt. Après quelques minutes, cinq

militants sont arrêtés. Un d'eux très brutalement : une côte fêlée.

Jeudi, nous agissons dans le style guérilla. Brève action de sensibilisation, avant de disparaître dans la foule. Mais la police nous suit systématiquement. Rien qu'en marchant avec un sac contenant des Solidaire, un militant se fait embarquer. Vite, nous déroulons un calicot : "Tobbac - SP, non merci ! Faites payer les riches". Plus de cent personnes regardent. Les flics s'emparent du mégaphone. Nous continuons quand même : "Faites

payer la KB et Cie, pas les simples gens !"

Les flics appellent du renfort. La foule s'indigne. Un officier crie : "Allez, les gars, filons vite loin des gens !" Danielle se fait attraper alors qu'elle marchait seulement avec un sac Solidaire : "Je me suis adressée aux gens des terrasses. 'Nous ne sommes pas des criminels. Nous disons qu'ils vont vous saigner par les lois-cadres'. 'Tais-toi !', crie un agent en me tordant le bras." Deux personnes sont presque arrêtées simplement pour avoir accepté un tract ! Quand Jan signale à un

agent qu'il faut faire attention à son bras, qu'il est handicapé à 30 %, le flic répond : "On va t'en faire 40 % !" Au total, sept personnes sont arrêtées.

Tobbac a transformé Louvain en ville fortifiée. Pas pour tout le monde... La KB a pu installer un beau matériel de propagande dans la rue pour son "compte jeunes". Procter & Gamble, multinationale aux 90 milliards de bénéfices annuels (90 milliards !) a pu installer un autobus de propagande rue de Namur. Entre le peuple et les multinationales, Tobbac a fait son choix.»

EN BREF

Même la CGER fait de la pub pour le Luxembourg

Que les filiales de "nos" banques à Luxembourg, Genève ou Curaçao servent à blanchir l'argent noir, c'est aussi évident que le nez au milieu de la figure. Le gouvernement le sait, les services de contrôle le savent, tout le monde le sait. Ça va si loin que la filiale luxembourgeoise de la CGER - la BUCL - a mené ouvertement une campagne de publicité pour venir faire un tour le samedi dans ses filiales luxembourgeoises. Incitation publique à l'évasion fiscale, et cela pour une banque encore à 49,9 % propriété de l'Etat ! Tout juste privatisée et appelant déjà à piller l'Etat.

Et à qui tout cela rapportera, est aussi très clair : la CGER a mené sa campagne sous le logo Fortis de ses nouveaux propriétaires. Fortis, c'est le groupe d'assurances AG, de l'écurie de la Générale et des Néerlandais Amev. Le bénéfice du groupe Fortis a crû de 35% après la privatisation de la CGER. (*Financieel Economische Tijd*, 21.10.95.)

De Galan (PS) : les Plans Emploi ne mènent à rien !

Dans une interview remarquée de *La Libre Belgique* (12.8), la ministre PS Magda De Galan évoque «le non-remède des mesures d'abaissement des cotisations sociales, qui représenteront en 1997 un manque à gagner de 57 milliards pour la Sécu.»

Et comme si ce n'était pas son propre parti qui a concocté et appliqué ces mesures, elle ajoute : «Certaines mesures accroissent-elles l'emploi ou se bornent-elles à changer l'ordre dans les files du chômage ?» Une allusion au fait que les "nouveaux" emplois sont de simples emplois de substitution où un chômeur prend la place d'un travailleur au salaire plus élevé, qui se retrouvera au chômage à son tour. Et la ministre de conclure qu'il est temps de «faire le ménage dans les aides à l'emploi».

Ces déclarations surprenantes servent donc avant tout à nous préparer à l'un ou l'autre changement symbolique dans la disposition de ces subsides de l'Etat, question de pouvoir présenter une "victoire" aux syndicats.

Infaisable, l'impôt sur les fortunes ?

A la question si elle approuve la base du PS lorsque celle-ci exige un impôt sur les fortunes, De Galan répond dans la même interview : «Ce genre de formule avait toute sa pertinence au moment où les capitaux étaient moins volatiles. Moralement, elle ne me dérange pas, mais sa faisabilité me semble tout à fait hasardeuse.»

La révélation récente de l'affaire de fraude fiscale à la Kredietbank au Luxembourg démontre précisément qu'il est parfaitement possible de contrôler les flux de capitaux, entre autres grâce à l'informatisation. Par une mobilisation révolutionnaire des employés de banque, qui exécutent toutes ces opérations, la fuite des capitaux pourrait être combattue d'une manière beaucoup plus efficace que par le passé.

Mais ce n'est pas l'avis de Magda De Galan. Elle annonce quant à elle la énième mesure-bidon contre les riches : «Les récents événements à la KB, déclare la ministre PS, me renforcent dans ma conviction que les gens ne comprendraient pas que les revenus du capital ne soient pas mis à contribution.» (*La Libre Belgique*, 12.8)

Bienvenue aux réfugiés à Kapellen et à Rixensart

Mais pas dans des casernes désaffectées ou dans de grands "centres d'accueil"

Kapellen et Rixensart sont en émoi. L'affaire concerne le plan du ministre Vande Lanotte d'y installer des "centres d'accueil ouverts" pour les réfugiés. A Kapellen, le Vlaams Blok a distribué un tract raciste haineux. Gerolf Annemans a marché à la tête d'une manifestation. A Rixensart, un comité de riverains a été directement mis sur pied.

Marianne Martin

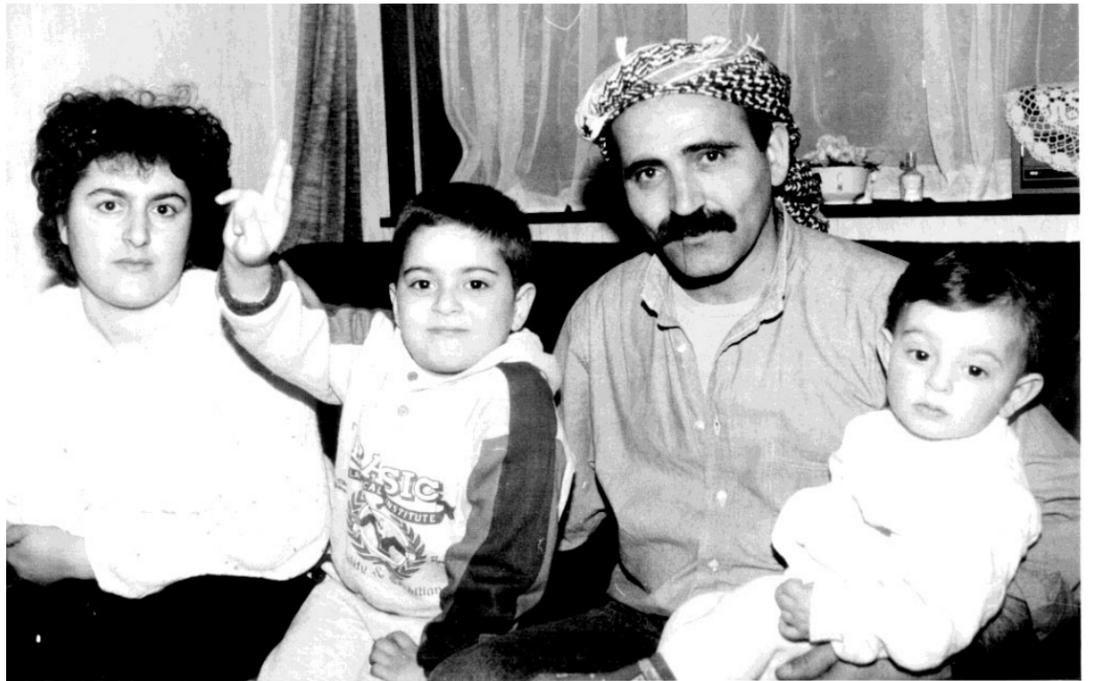
Ella s'occupe depuis longtemps des réfugiés. Un des rescapés de l'Elise D a vécu chez elle. Elle a pris à sa charge une femme rwandaise avec sept enfants dont le mari est l'une des nombreuses victimes du génocide au Rwanda. Ella vient de rentrer de Cuba. Lorsqu'elle a entendu qu'un centre pour réfugiés allait être installé à Kapellen dans une caserne militaire, elle s'est indignée : «Ce centre d'accueil est déjà une application de la loi Vande Lanotte, qui entrera probablement en vigueur à partir du 1er octobre. Les réfugiés seront obligés de rester là. Ils ne recevront plus d'aide financière du CPAS. Vande Lanotte veut concentrer les réfugiés dans un endroit pour qu'ils puissent être immédiatement déportés s'ils sont expulsés. Il veut empêcher que les réfugiés entrent en contact avec la population belge, empêcher que des actions de solidarité se mènent contre les déportations. Voilà pourquoi je m'oppose à ce centre.»

Contre l'agitation raciste

Des habitants de Rixensart, une commune du Brabant wallon, lancent une pétition raciste contre l'installation de réfugiés dans un ancien centre pour enfants handicapés. Ils veulent récolter 150 millions de francs pour racheter le centre et empêcher qu'il ne serve à accueillir des réfugiés. Raymond Weynans, ancien candidat sur les

listes du PTB, ancien secrétaire de la section FGTVB d'Electrogaz, est scandalisé par cette démarche. Il sait de quoi il parle. Pendant la guerre, il a combattu les nazis, il a aidé à sauver des juifs, il a été emprisonné à deux reprises pour ses activités dans la Résistance. Le racisme, il sait à quoi cela mène : «Un tract reprenant un article du journal *Vers l'Avenir* a été distribué anonymement à Rixensart. Il appelait les habitants à prendre position... une position raciste. J'ai été tout de suite révolté par cette action lâche et anonyme. Pendant la guerre, nous aussi on distribuait des tracts, mais ils étaient toujours signés : Front de l'indépendance.»

L'initiative raciste a le soutien du bourgmestre libéral de Rixensart qui taxait «d'indécence l'idée d'installer des réfugiés dans un endroit où s'étalent sous leurs yeux les richesses occidentales». * Pour ce bourgmestre, l'indécence n'est donc pas de réserver les richesses de la terre à une petite minorité d'exploiteurs, mais bien de les montrer aux exploités du tiers monde, obligés de fuir leur pays pour survivre. Raymond Weynans rappelle «qu'à Rixensart, il n'y a pourtant pas d'élus du Front National. Pendant la guerre, c'était un centre de résistance important. Dans certains quartiers, on savait qu'on pouvait toujours entrer sans frapper pour se cacher. Il y a donc certainement beaucoup de gens qui se taisent mais qui ne sont pas d'accord avec l'initiative des racistes. Il faut les contacter, organiser une riposte à cette



Les réfugiés (comme cette famille kurde) «se promènent dans les jardins privés, dégradent les propriétés» disent les racistes à Kapellen et Rixensart. Le PTB a réagi dans ces communes contre ce genre de stupidités.

initiative raciste. Car c'est bien de racisme dont il s'agit.»

Ce comité de riverains ne cache pas son racisme. Il ose affirmer : «Avec les réfugiés débarqueront la drogue et la mafia. Les réfugiés s'ennuient dans les villages, se promènent dans les jardins privés, dégradent les propriétés et provoquent des accidents de voiture avec des véhicules non assurés.» * Jamais de tels faits ne se sont produits. Raymond Weynans n'est pas d'accord avec ces affirmations qui visent à monter la population contre les réfugiés : «Ma fille habite à Nassogne, là où se trouvait auparavant un centre d'accueil ouvert pour candidats réfugiés. Je lui ai demandé s'il y avait eu des incidents à cause des réfugiés qui vivaient dans le centre d'accueil. La réponse a été claire et nette : aucun incident. Et, ici, les membres du comité de riverains osent parler de détérioration de l'environnement. Ils vont jusqu'à prétendre que l'installation du centre

provoquerait une perte de 25 % des valeurs immobilières dans le quartier.»

«Les mêmes arguments racistes ont été aussi lancés il y a quelques années à Lint, lorsqu'un centre d'accueil pour réfugiés y a été ouvert. Mais là non plus, il n'y a jamais eu d'incident», confirme Ella. Pour contrer cette propagande raciste, le PTB va diffuser un tract.

«La commune est assez riche pour accueillir des réfugiés»

Ella réaffirme que les réfugiés sont les bienvenus à Kapellen, mais pas comme Vande Lanotte le veut. «Nous allons demander aux gens d'apposer à leur fenêtre l'affiche de Frontières Ouvertes "We are not dangerous, we are in danger". Kapellen est une riche commune

avec assez d'argent pour accueillir des réfugiés. Pas dans de grands centres car ils sont des cibles faciles pour des attaques racistes. En Allemagne, cela s'est produit plusieurs fois. La commune veut racheter la caserne pour en faire un centre sportif, des habitations sociales. C'est bien pour la population. Pourquoi ne pas prévoir un certain nombre de maisons ou d'appartements pour les réfugiés ? Ils ne connaissent pas la Belgique. Ils doivent trouver un logement, mettre leur papiers en ordre. Ils seraient ainsi mieux accueillis dans une petite commune. Ils pourraient ainsi entrer directement en contact avec la population belge, se faire des amis. Ainsi, la solidarité grandit. Nous voulons déjà attirer l'attention sur l'action de Frontières Ouvertes, qui propose aux familles belges d'accueillir chez elles un réfugié durant les fêtes de fin d'année.»

* Le Soir, 13 août 1996.

Pensions : stop aux discriminations des femmes !

Communiqué de presse du "Comité de Liaison des Femmes"

Le Comité de Liaison des Femmes a diffusé un communiqué de presse, le 22 juillet 1996, dont voici de larges extraits.

«Les gouvernements successifs ont, par diverses mesures politiques, programmé indirectement d'importantes réductions sur les futurs montants des pensions de retraite des travailleuses.

De 1981 à 1995, en effet, quelque 151.813 femmes ont été exclues du droit aux allocations de chômage et cela sur base de "chômage anormalement long". Elles représentent près de 90 % des exclus de ce type. Ceux-ci perdent leurs

droits pour les autres branches de la Sécurité sociale et notamment pour le calcul de la pension de retraite. L'économie ainsi réalisée dans la branche des pensions est considérable. A l'opposé, on remarquera que, malgré une durée d'inactivité forcée souvent tout aussi longue, les chômeurs pré-pensionnés, dont le nombre dépasse aujourd'hui les 134.000 (89,5% d'hommes), bénéficient d'un statut autrement plus favorable puisque leurs revenus sont préservés et que les années d'inactivité sont comptabilisées (journées assimilées) pour le calcul

de leur pension.

Par ailleurs, en soutenant activement une politique de travail à temps partiel pour les femmes, les gouvernements successifs ont indirectement programmé pour celles-ci des pensions de retraite très partielles également. De 1983 à 1994, le nombre des travailleurs à temps partiel a presque doublé, passant de 230.000 à 450.000. Les femmes représentent, selon les années, de 85 % à 89 % de ceux-ci. La pièce maîtresse de cette politique a été la mise au travail à temps partiel de demandeurs d'emploi à temps plein. Ce travail à

temps partiel involontaire a été multiplié par dix entre 1980 et 1995 (124.063). Les femmes représentent plus de 85 % des travailleurs à temps partiel involontaire. Depuis 1993, la réglementation sur les temps partiels involontaires a été remplacée par celle sur les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits. Ceux-ci ne bénéficient presque plus jamais des allocations complémentaires pour la partie non travaillée de leur temps. Tous les travailleurs à temps partiel doivent, pour le calcul de leur future pension, bénéficier des modalités d'applica-

tion des journées assimilées qui sont actuellement applicables à toutes les autres catégories de chômeurs.

Des réductions énormes ont été, année après année, imposées aux travailleuses. Pour la seule année 1994, dans la branche du chômage, les restrictions et suppressions imposées aux cohabitantes (plus de 70 % sont des femmes) ont fait perdre aux seules femmes chômeuses cohabitantes plus de 20 milliards. Il est plus que temps d'imposer un "stop discriminations" par rapport aux droits directs des travailleuses !»

Terrible anniversaire pour Kevin, 2 ans

Il a vu Sylvain, son "papa", tabassé par des policiers de Schaerbeek

C'est la fête chez Inge (25 ans) et Sylvain (23 ans), le 22 juillet. Kevin, le fils de Inge vient d'avoir deux ans. Des amis sont là pour l'anniversaire, dont Luc, le parrain de l'enfant et sa femme Sandrine. Mais la police de Schaerbeek est là qui veille... à ce que la fête se transforme en nuit tragique.

Germain Mugemangango

Tout le monde s'amuse bien chez Inge, Sylvain et Kevin ce 22 juillet à Schaerbeek. Mais avant de poursuivre la soirée, il faut aller nourrir le chien de Luc et Sandrine dans leur appartement, à cinq minutes de là. C'est ainsi que vers 20 h, Luc, Sandrine et Sylvain accompagnés du petit Kevin, sortent du 140 de la Grande rue au Bois, où Inge loue le rez-de-chaussée, pour se diriger vers la rue Van Hamme où vivent Luc et Sandrine. Ces deux rues sont uniquement séparées par la place Colonel Bremer.

Sylvain appelle la police, elle continue son chemin

Le petit groupe traverse la place sur les passages cloutés quand une voiture occupée par quatre personnes, deux hommes et deux femmes, débouche à toute vitesse du haut de la place. A la vue du petit groupe, elle accélère et le frôle, provoquant évidemment leur colère. Ils crient après les chauffards. Ceux-ci s'arrêtent, font le tour de la place et reviennent sur eux. Les deux hommes sortent de la voiture, une bagarre s'engage entre Sylvain et les chauffards. Pendant ce temps, une voiture de police arrive à petite vitesse sur la place et, malgré les appels de Sandrine, continue son chemin à la même vitesse, comme si elle n'avait rien vu. Néanmoins, à la vue de la police, les chauffards s'enfuient. Sylvain se relève et en colère court en criant derrière la

voiture de police. Celle-ci s'arrête. Les policiers sortent, empoignent Sylvain et le plaquent contre le mur. Sylvain, révolté par cette brutalité injustifiée, se retourne; il se retrouve plaqué au sol. Un des policiers, le commissaire Sergio Zamparo, lui attrape le bras et le tord dans tous les sens, ce qui provoque une blessure ouverte. Autour d'eux des passants réagissent contre la violence excessive des policiers. Une vieille dame révoltée exige de se faire embarquer pour déposer plainte. Le petit Kevin hurle comme un damné. Il appelle Sylvain qu'il considère comme son papa. Luc tente de s'interposer entre les pandores et son ami et se fait embarquer. Sylvain est emmené aussi, menottes aux poings, dans une ambulance.

Projeté sur le tarmac de l'hôpital, la tête en avant

Arrivé à l'hôpital Paul Brien, Sylvain, menotté, insiste pour que le policier, toujours Zamparo, arrête de martyriser son bras blessé. Les doigts du commissaire resteront imprimés sur le biceps de Sylvain durant plusieurs jours ! Celui-ci répond en lui faisant un croche-pied qui précipite Sylvain la tête la première sur le sol goudronné de l'entrée de l'hôpital. Il a le front ouvert.

Pendant ce temps, Sandrine et des témoins de l'arrestation vont prévenir Inge qui se précipite sur les lieux du drame. Personne. Inge, Sandrine et une dame témoin



Sylvain (à gauche), son amie Inge et le petit Kevin. «Des coiffures comme les vôtres, c'est comme du rouge pour un taureau», leur a déclaré le commissaire Zamparo, de la police de Schaerbeek, après avoir tabassé Sylvain.

s'efforcent de calmer l'enfant qui, raide comme une planche, hurle à n'en plus finir. Ensuite, deux des témoins conduisent tout le monde à l'hôpital. Là, Sandrine et Inge sont aussitôt prises à partie par deux policiers. Sergio Zamparo décrit fièrement à Inge, avec force détail, ce qu'il a fait à Sylvain. Il leur interdit d'aller voir Sylvain, qui est recousu en salle d'opération (14 points de suture au front !) et leur ordonne de les rejoindre au commissariat avec leurs papiers et ceux de Sylvain. Les deux mêmes témoins les ramènent à la maison et ensuite les déposent au commissariat de la rue des Palais.

«C'est dans la procédure de tabasser les gens ?»

Au commissariat, Sandrine, Inge et Kevin retrouvent Luc dans tous ses états, convaincu qu'il va aussi être tabassé. Après un temps d'attente, ils voient passer Sylvain de retour de l'hôpital, entre deux policiers. Inge demande si elle peut enlever les bagues de Sylvain, qui coupent la circulation de ses doigts enflés. Dans les toilettes, Inge constate que Sylvain est vraiment dans un sale état. Elle demande alors au commissaire Zamparo, s'il est possible d'en rester là pour cette nuit et de revenir faire les dépositions le lendemain. Le commissaire répond que ça ne va pas, que c'est lui qui donne les ordres, que tout le monde doit lui obéir et que l'on suivra donc la procédure. Inge lui demande alors si c'est dans la procédure de

tabasser Sylvain. Le commissaire, qui décidément ne se laisse pas démonter, répond que de toute façon elle n'a rien à exiger, sinon elle se retrouvera au cachot. Il en profite pour faire une remarque similaire à propos de Kevin qui, surexcité, court partout. Inge lui fait remarquer qu'eux aussi ont des droits, que lui, commissaire, ne respecte pas. Elle ajoute qu'elle n'en restera donc pas là.

Après la déposition de Sandrine et Luc, le commissaire convoque Inge dans son bureau. Il lui demande ce qu'elle a vu. «Je n'ai rien vu, mais je sais tout, car les témoins m'ont tout raconté», répond Inge. Le commissaire apprend qu'elle fait des études de médecine. Il lui dit alors qu'avec des études pareilles elle doit être assez intelligente pour comprendre qu'il ne faut pas les menacer. Et il sort une feuille sur laquelle il a écrit tout ce qu'elle a dit à propos de ses droits. «Justement, dans le cadre de mes études, répond Inge, je suis un cours de droit et je sais que vous n'avez pas le droit de faire cela. Je reconnais vous avoir menacé, ajoute-t-elle et si vous voulez, je peux même le signaler dans ma déposition.» Déposition qu'il refuse de prendre.

La discussion s'oriente de nouveau vers le tabassage. Le commissaire déclare : «Il faut les comprendre, des coiffures comme les vôtres (style punk), c'est comme du rouge pour un taureau.» Il dit aussi que Sylvain les avait insultés et que c'est pour cela qu'ils l'avaient frappé. Inge raconte au policier les problèmes qu'ils ont rencontrés auparavant avec les flics, qui font

que Sylvain ne les porte pas dans son cœur. La discussion est orageuse, le policier ne fait qu'interrompre Inge pour la provoquer. Elle doit insister fermement pour terminer ses phrases. A la fin, le commissaire déclare qu'il va prendre la déposition de Sylvain. Inge lui demande si elle peut rester pour le calmer. Le policier lui répond que cela lui est égal, que de toute façon s'il ne se calme pas il l'achèvera et elle pourra rentrer seule. Durant la déposition, le policier tape à la machine le récit exact de ce qu'il a fait, comme si tout cela était normal. Il ne fait intervenir Sylvain que pour des détails. Le groupe peut enfin rentrer à la maison. Il est 1h15.

Kevin hurle dès qu'il voit un uniforme

Le bilan de cette aventure est lourd. Sylvain a une entorse cervicale (à la nuque), des contusions au front et au coude et un genou blessé. Il est toujours défiguré. Kevin est complètement traumatisé. Il hurle dès qu'il voit un uniforme. Inge et Sylvain sont dégoûtés. Ils pensent qu'au même titre que tous les marginaux, on veut les éliminer eux, les punks. Cette histoire est sans doute la plus grave qui leur soit arrivée. Eux et leurs amis ont déjà eu pourtant une série d'autres sales histoires avec les flics.

Ils sont décidés à réagir et à se battre jusqu'à ce que le commissaire Sergio Zamparo ne puisse plus régler que la circulation.

Ligne d'Alarme contre les brutalités policières

Plus aucun jeune ou travailleur n'est à l'abri de la violence de la police et de la gendarmerie. Mimoun a été tué pour une boîte de coca en 1991 et Bajro pour une assurance de voiture, cette année. En juin, Stéphane a été abattu à Arlon, pour quelques fleurs.

La violence policière s'en prend particulièrement aux immigrés et aux jeunes. Elle vise particulièrement tous ceux qui s'opposent au racisme, qui luttent pour un enseignement démocratique, pour les droits syndicaux. La Ligne d'alarme exige

que tous les agents fascistes soient punis et démis de leurs fonctions.

Vous êtes victime ou témoin d'un acte de violence policière ? Vous voulez déposer plainte ? Rassembler des pétitions contre la libération du policier responsable de la mort de Mimoun ? Rassembler des témoignages en vue de leur publication ? Soutenir la "Ligne d'alarme" ?

Une seule adresse : Ligne d'Alarme, Chaussée de Haecht, 276, 1030 Bruxelles. Tél. : 02/245.83.72.

Un médecin-clown dans la foule

Médecine pour le Peuple : large soutien populaire à la fête du 15 août à Liège

Médecine pour le Peuple a plongé dans la foule le 15 août à Liège, à la fête de la "République libre d'Outremeuse". Avec des ballons "25 ans de Médecine pour le Peuple gratuite" et un clown, les équipes des maisons médicales ont abordé le public.

Johan Vandepaer

Des personnalités sont venues les saluer et les encourager. Près de deux tiers des personnes abordées étaient au courant et toutes soutiennent leur résistance à l'Ordre des médecins, qui avait interdit au docteur Lieve Dehaes de pratiquer la médecine du 16 au 30 juin.

L'occupation de la maison médicale de Médecine pour le Peuple à Seraing a été activement soutenue par les patients, mais aussi par des syndicalistes, des enseignants, des jeunes, des avocats et d'autres maisons médicales. Après l'occupation, l'Ordre a intenté un procès en correctionnelle contre le docteur Dehaes, pour «exercice illégal de la médecine». La rentrée judiciaire sera donc chaude. Une enquête de l'INAMI a également été ordonnée. L'INAMI et les mutuelles rembourseront-elles les attestations de soins établies par

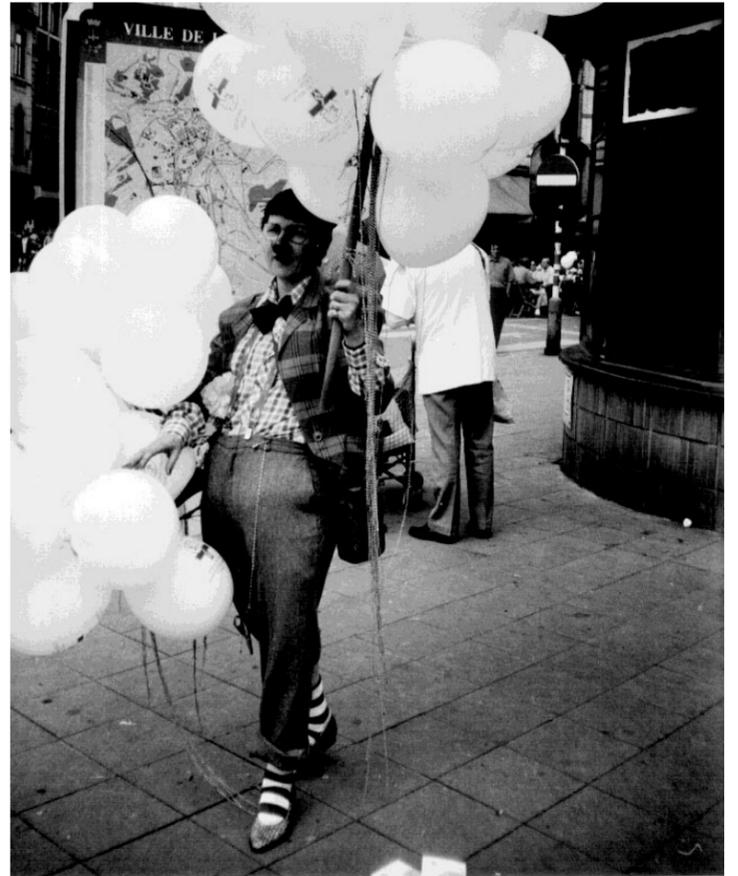
Lieve Dehaes lors de sa suspension ? Ou préféreront-elles suivre l'Ordre et protéger les laboratoires à fric plutôt que de prendre la défense des malades ?

«Je retarde parfois une visite chez le médecin, confie une dame rencontrée le 15 août, car je ne peux pas payer. Il faut se battre pour la médecine gratuite.» Son mari ajoute : «Il faut faire payer les riches. C'est vraiment honteux de punir des médecins qui pratiquent une médecine gratuite. Ils feraient mieux de s'en prendre à ceux qui vont blanchir leur argent au Luxembourg.»

Et les ballons ? Vendus comme des petits pains. Près de 100 ballons en trois heures. Il faut y ajouter les 1.000 tracts, les 500 cartes de solidarité, les journaux Solidaire, les abonnements à l'essai... Le thème de la médecine gratuite concerne tout le monde. Les militants des maisons médicales veulent encore mieux préparer la Fête de l'an prochain.

L'exemple de Julien Lahaut

Lieve Dehaes est enthousiaste. «Bien sûr, toute seule, il y a longtemps que j'aurais reculé, nous confie-t-elle. Sans une formation solide, qui tiendrait le coup ? Ce matin un patient me disait : «Ce n'est plus du social que vous faites, c'est du révolutionnaire.» Il ajoutait : «Où va-t-elle chercher le courage, ce petit bout de femme ?» Dans mon cabinet de consultation, il y a la photo de Julien Lahaut, le dirigeant du Parti communiste assassiné en 1950. Cela suscite des réactions : "C'est d'un comme cela qu'on a de nouveau besoin !" Ses idéaux et ses aspirations au socialisme, je les trouve depuis plus de vingt ans au PTB. Nulle part ailleurs, je n'ai trouvé d'alternative à la misère que je rencontre tous les jours. Qu'a fait le PS depuis huit ans au poste au ministère de la santé ? Il a fermé des hôpitaux, augmenté les tickets modérateurs, instauré la franchise, diminué les pensions, exclu des chômeurs et déporté des réfugiés. Le PTB a ouvert sa dixième maison médicale. Une raison de plus pour rejoindre notre parti.»



Vous l'avez reconnue ? Mais oui, c'est le docteur Lieve Dehaes, sanctionnée par l'Ordre des médecins pour avoir collaboré à une enquête de Test Achats. La médecine gratuite, elle la défend tout les jours, en blouse blanche ou avec un gros nez rouge, quand c'est la fête à Liège !

Les armateurs dénoncent les conventions collectives

Un fonctionnaire de l'ONEM : «De véritables pratiques de gangsters»

Frans Van Belle

Les armateurs belges ont dénoncé toutes les conventions collectives le 1er juillet dernier. 650 chômeurs du pool des marins perdront leur supplément d'allocation et la plupart des matelots du pool belge seront licenciés. A l'issue de la période de préavis, le 1er octobre, les 650 chômeurs du pool des marins perdront donc leur supplément d'allocation de chômage.

Les armateurs ont également dénoncé le protocole qui les obligeait à embaucher au moins 10 marins (5 officiers et 5 matelots) par navire provenant du pool belge. S'ils obtiennent gain de cause, cela entraînera le licenciement de la plupart des matelots du pool belge et leur remplacement par des marins provenant de pays à bas salaires, du tiers monde et des pays de l'Est. Aujourd'hui, le pool comprend encore 1.500 marins : 500 disposant d'un emploi effectif, 650 chômeurs et pour le reste des prépensionnés, des malades et des invalides. Si le nombre des actifs diminue encore de manière drastique, les patrons ne manqueront pas de lancer une campagne pour la suppression du pool, arguant de son caractère intenable.

La convention collective des officiers a également été dénoncée. Les officiers sont contraints à signer un nouveau contrat sous des conditions beaucoup moins favorables. Un fonctionnaire de l'ONEM a parlé de «véritables pratiques de gangsters».

Le coût salarial chute de 48 à 23 millions

Le chantage des armateurs en vue d'obtenir de nouveaux cadeaux est un phénomène permanent. Depuis 1948, il existe une loi sur le crédit à la navigation. Pour les bateaux construits en Belgique, l'Etat accordait aux chantiers navals des crédits avantageux inférieurs de 2 % au taux normal. Un cadeau de plusieurs milliards. La condition était que les bateaux restent sous le pavillon belge. Début 1991, sous l'impulsion du ministre des communications et des transports Jean-Luc Dehaene, le gouvernement a autorisé les armateurs belges à inscrire leur flotte sous le pavillon belgo-luxembourgeois. Cela leur apportait de fortes réductions de coûts sur le plan fiscal et en cotisations sociales, le coût salarial d'un

équipage passant en moyenne de 48 à 35 millions par an et par bateau.

Mais ces énormes avantages n'ont fait qu'attiser leur appétit. Deux années plus tard, les armateurs ont posé de nouvelles revendications. Le 24 décembre 1993, ils ont adressé un ultimatum au gouvernement belge, lui laissant un délai d'un mois pour réduire à un maximum de 23 millions par an les coûts de l'équipage d'un navire. A défaut, ils menaçaient de faire passer leur flotte sous le pavillon de pays où la fiscalité et les charges sociales sont pratiquement nulles (Liberia, Panama, Bahamas, etc.). Pour donner du poids à leur chantage, les armateurs avaient en un mois de temps fait passer huit navires sous un pavillon de complaisance et 130 marins du pool belge avaient perdu leur emploi.

Le 11 février 1994, le gouvernement a approuvé un "protocole pour la marine commerciale", sur base d'un projet de la ministre socialiste Magda de Galan. Les cotisations à la Sécurité sociale sont diminuées de manière drastique et pour chaque navire il ne faut plus embaucher que cinq officiers et cinq matelots du pool

belge des marins, les équipages étant complétés par des marins provenant de pays à bas salaires. Pour adoucir la pilule, le gouvernement accordait aux marins, durant un an, un régime de prépension à partir de 52 ans. Ces mesures ont permis de réduire les coûts à 23 millions. Les armateurs avaient à nouveau gagné la bataille. En contrepartie, ils avaient promis d'inscrire en 1994 quinze nouveaux navires dans le registre belgo-luxembourgeois et de maintenir au minimum 700 emplois. Ils n'ont pas tenu leur promesse. Au lieu d'inscrire quinze nouveaux navires, ils en ont encore supprimé six. L'emploi a continué à baisser. La totalité des emplois effectifs de marins belges (officiers et matelots) est passée de 1.657 en 1990 à 882 fin 1993 pour atteindre environ 500 emplois en juillet dernier.

Les marins prêts à mener des actions dures

En dénonçant les conventions sociales, les armateurs ont suivi les traces de Godfroid à la Sabena. Sous la pression des grèves à

l'aéroport, Godfroid a dû démissionner, mais la lutte n'est pas terminée. La fraction la plus agressive du patronat n'hésite pas à déclarer ouvertement la guerre aux ouvriers et aux syndicats. Le fait que cette politique agressive est possible sous un gouvernement avec participation socialiste en dit long sur la véritable nature des partis socialistes. C'était d'ailleurs le socialiste Vande Lanotte qui, en tant que ministre de l'Intérieur, a donné l'ordre à la gendarmerie d'arrêter 150 syndicalistes pendant une manifestation à l'aéroport, de les photographier et de les ficher. Comme les travailleurs de la Sabena, les marins méritent le soutien de tous les ouvriers dans leur lutte. Début août, les marins de Zeebrugge et d'Anvers ont occupé quelques navires pendant quelques heures. Un bateau empêché de partir signifie une perte de millions pour les armateurs... à condition que l'occupation dure assez longtemps. Des actions de ce genre peuvent mettre les armateurs à genoux. De nombreux marins sont prêts à déclencher des actions dures. Ils attendent des mots d'ordre clairs de leurs syndicats.

Boël : la rentrée sera chaude !

La fin de l'usine intégrée serait le début de la fermeture

Les travailleurs et délégués des Usines Gustave Boël ne sont pas prêts à laisser fermer le haut-fourneau et la phase liquide de La Louvière. En sidérurgie, le maintien de l'outil est une revendication essentielle pour garantir l'emploi. C'est pourquoi le personnel a observé un arrêt de travail de 24 heures le 4 juillet dernier. Une répétition pour septembre ?

Alain Verleyen et Marco Van Hees

Boël veut fermer le haut-fourneau et la phase liquide car, selon lui, cela revient moins cher d'acheter des brames à l'extérieur. Mais les travailleurs ne veulent pas avoir mené pour rien leur fameuse grève de plus de deux mois, en 1994. Un délégué FGTB : «Nous voulons le respect des accords de février 94 et donc le maintien d'une usine intégrée. Il faut maintenir toutes les phases de la production. Si on ferme le haut-fourneau et la phase liquide, nous devons acheter nos brames à l'extérieur. Le jour où le prix des brames augmente, nous ne pourrions plus les faire nous-mêmes. Qui peut nous garantir que ce qui restera (le laminoir) sera toujours viable et donc concurrentiel, vu sa taille proportionnelle à celle de notre phase liquide ?».

Aucune confiance dans les engagements patronaux

Le plan de Boël montre bien où mène la logique de la compétitivité. D'une part, le patronat veut que son entreprise reste ou devienne concurrentielle en imposant les

sacrifices aux travailleurs. D'autre part, même si l'usine parvient à diminuer les coûts, cela n'offre aucune garantie pour l'avenir. En effet, l'anarchie de la production capitaliste fait que la situation de l'entreprise peut à tout moment se dégrader.

L'attitude de Boël montre aussi que les travailleurs ne peuvent accorder aucune confiance dans les engagements patronaux. Selon un délégué CGSLB, «Boël dit que l'achat de brames extérieures lui permet de faire seulement 300 millions de pertes par trimestre au lieu de 600 millions. Au départ nous avons accepté qu'il achète temporairement des brames extérieures, pour pouvoir mettre de côté l'argent nécessaire pour des investissements pour le maintien de l'outil. Mais aujourd'hui, Boël ne veut plus donner aucune garantie pour ces investissements. Cela veut dire qu'on va vers la fermeture du haut fourneau. Dans ces circonstances, nous n'acceptons plus l'achat des brames extérieures.»

On voit donc le danger pour les travailleurs de faire des concessions. Leur seule garantie vient de la lutte, c'est-à-dire de la construction d'un rapport de forces



La présence de travailleurs de Sidmar, lors de la grève de Boël en juillet dernier, a également montré que les problèmes sont les mêmes au Nord et au Sud du pays.

favorable à la classe ouvrière. Toute concession à la logique patronale affaiblit ce rapport de forces. Un délégué FGTB : «Dans tous les cas, nous devons nous battre. Nous nous préparons pour septembre. On a bien vu que par la grève de 74 jours en 94, nous avons obtenu quelque chose pour l'emploi. Alors qu'en 92, en faisant un référendum, nous avons perdu 590 emplois».

Le plan Gandois montre qu'aujourd'hui toute la sidérurgie est visée. L'unité des travailleurs est possible à condition de se battre pour la défense de tous les emplois,

et non pour la défense de "son" entreprise contre les autres.

Les problèmes sont les mêmes au Nord et au Sud du pays

La présence à Boël de délégations de Clabecq, Carlam et Sidmar lors de l'arrêt de travail du 4 juillet dernier est encourageante. Les travailleurs de Sidmar ont indiqué que les problèmes sont les mêmes au Nord et au Sud du pays : «Les patrons veulent, à l'aide du plan Gandois, éliminer 4.600 emplois

en Wallonie. Ce même Gandois, veut vendre les participations de la Société Générale dans Arbed, l'actionnaire de Sidmar. Il veut restructurer et assainir Sidmar pour en faire une entreprise intéressante à reprendre par un autre géant de la sidérurgie.

Qu'est-ce que ce géant fera de Sidmar ? Fermer ? En dix ans, 800 emplois ont disparu en douce à Sidmar. Pour 2001, on veut fermer l'agglomération et le four à coke (puis sans doute le haut-fourneau) et installer un four électrique. Cela signifie la perte de 1.700 à 2.000 emplois.»

La délégation de Clabecq au piquet de Boël

«S'opposer aux forces qui prêchent la division des bassins»

Marco Van Hees

La délégation FGTB des Forges de Clabecq, conduite par son président Roberto D'Orazio, s'est rendue au piquet de grève de Boël, le 4 juillet. Leur présence avait une portée particulière. En effet, le plan Froidmont, du nom de l'administrateur-délégué PS des

Forges, prévoit l'écoulement de produits semi-finis de Clabecq vers Boël, alors que les travailleurs de cette dernière se battent pour le maintien du haut-fourneau.

Les délégués de Clabecq soutiennent les travailleurs des Usines Gustave Boël dans leur juste revendication pour le maintien d'une usine intégrée et la sauvegar-

de de l'emploi». Ils précisent que «les travailleurs ont suffisamment payé le prix de la restructuration de la sidérurgie européenne» et appellent «les travailleurs de la sidérurgie à être vigilants et à s'opposer aux forces antisyndicales qui prêchent la division des bassins et le chacun pour soi, politique qui ne fait que renforcer la volonté de démantèlement de la

sidérurgie clairement préconisée par le rapport Gandois».

«Nous apprécions le soutien apporté à notre grève, a répondu un délégué de Boël. Nous sommes ouverts à des actions en commun.» Un autre délégué pense que «la visite de la délégation de Clabecq est intéressée; ils sont là à cause de leurs propres problèmes». Bien sûr ! Mais la solidarité consiste

justement à faire le lien entre ses intérêts et ceux des autres travailleurs. Aujourd'hui, l'intérêt des ouvriers de la sidérurgie est de s'unir contre les plans des Gandois et Froidmont. La seule façon de défendre l'emploi est d'organiser la lutte et l'unité des bassins. Cette unité peut se réaliser autour d'une revendication telle que le maintien des 23.000 emplois en sidérurgie.



D'Orazio, président de la délégation FGTB de Clabecq et Monachino, vice-président de la délégation FGTB de Boël (respectivement troisième et quatrième en partant de la droite).

420 ouvriers de Cockerill-Sambre Liège solidaires de Clabecq !

Lors de la grève de Clabecq fin juin, le PTB a organisé une campagne de cartes postales de solidarité. 190 travailleurs de Chertal (sur 1046 ouvriers) et 193 de Ferblatil (sur 928) ont exprimé leur soutien, ainsi que quelques ouvriers de Coke-fonte. Réaction d'un délégué : «20 % du personnel de Chertal et Ferblatil, c'est un capital de combativité que vous devez

organiser !»

Une délégation des ces travailleurs a rendu visite aux délégations syndicales des Forges de Clabecq, le 2 juillet. Elle leur a remis 420 cartes de solidarité. Leur motion précise : «Ces 420 travailleurs rejettent l'idée qu'il y a des usines qui gagnent et d'autres qui perdent. Ils sont pour une lutte commune pour le maintien de l'emploi et de l'outil. Ces

420 cartes prouvent que ce n'est pas vrai que les 10.000 travailleurs de Cockerill Sambre sont unis derrière Jean Gandois, ce fossoyeur de l'emploi. Devant la nouvelle crise où le capitalisme nous plonge, les travailleurs de Cockerill Sambre et des Forges de Clabecq s'engagent à s'appuyer mutuellement dans leurs luttes.» (J.C.)

«Nous avons maigri, mais gagné des kilos révolutionnaires»

Riet Vandeputte, Raoul Hedebouw et Sofie Merckx

Nous étions 13 jeunes à partir aux Philippines pour un voyage de rencontres en juillet 1995. Pendant notre séjour auprès des paysans à la campagne, nous avons rencontré une unité de la Nouvelle armée du peuple (NPA). Lorsque ces militants nous ont proposé de les accompagner quelques jours, nous n'avons pas hésité. Cette expérience unique, nous la racontons à partir des notes confiées à notre journal de voyage.

Lundi 10 juillet

C'est le deuxième jour que nous passons en compagnie de la Nouvelle armée du peuple (NPA) et nous commençons à comprendre ce que signifie une armée *du peuple*. Nous sommes émus de voir des jeunes de notre âge, issus de la petite bourgeoisie, qui ont choisi de vivre parmi les paysans. L'un d'eux est Ka Michelle. Dans la guérilla, tout le monde porte avant son prénom l'abréviation "Ka" qui vient de "kasama", camarade en philippin. Quand je lui demande pourquoi elle est ici, si elle ne préfère pas travailler à la lutte dans les villes, elle répond : «Le centre de gravitation de la révolution philippine se situe à la campagne. 70 % de la population sont des paysans dont la plupart ne possèdent pas de terre et vivent encore sous le joug de la féodalité. Si on est politiquement conscient de cette situation, on vient à la campagne. Par la suite on commence à aimer les paysans, leur culture, leur manière de vivre.»

Ka Simon ajoute : «Lorsque nous décidons de nous joindre à la lutte armée, nous tournons le dos à notre vie petite-bourgeoise pour mener une vie dans la simplicité, avec les camarades et les paysans exploités. Nous abandonnons nos rêves et nos ambitions personnels pour construire un rêve collectif pour l'en-

semble de la population.»

Bien sûr, il n'est pas toujours facile de convaincre famille et amis, lorsqu'on a décidé de rejoindre l'armée du peuple. Ka Gina nous raconte son histoire. Elle militait dans le mouvement étudiant. Son père voulait qu'elle termine ses études. «Mais, dit-elle, ici je suis médecin : nous essayons de soigner les gens et dans chaque unité il y a quelqu'un qui connaît l'acupuncture. Je suis aussi avocate et dans les villages, on fait souvent appel à nos services pour des querelles, des divorces ou d'autres problèmes. Nous expliquons aux gens quelles sont les causes de la pauvreté, nous leur expliquons le système. Nous sommes donc également des enseignants. Je suis également psychologue, agent de police et en outre militaire. Avec mes camarades, je sers le peuple. Que peut-il donc espérer de plus, mon père ?»

A l'heure d'aller nous coucher, Ka Michelle me demande si cela ne me gêne pas de dormir près de son "mari" (c'est ainsi qu'ils appellent leur fusil). D'une part, la présence de cette arme si près de moi est un peu inquiétante mais, d'autre part, cela me rassure. Etonnant, nous sommes ici dans une armée, et pourtant nous nous sentons chez nous, dans un climat de chaleur humaine. C'est une armée du peuple, voilà toute la différence.

Le souvenir de Hilde Vanobberghen

Dimanche 16 juillet

Je vais parler un peu des habitudes auxquelles nous commençons déjà à nous habituer. D'abord, il y a la manière de manger avec les mains. L'art consiste à utiliser les mains comme cuillers, à y déposer la nourriture et à l'acheminer dans la bouche avec le pouce. Si le riz n'est pas trop chaud, cela ne nous pose plus aucun problème. Les repas ne sont pas très nutritifs, et parfois notre estomac est déjà aux abois une heure plus tard. Ce qui nous frappe également, puisqu'on parle de nourriture, c'est que les gens ici sont occupés pendant pratiquement toute la journée à se procurer les produits de première nécessité (surtout la nourriture), alors que chez nous il suffit de rentrer dans un magasin. Entre-temps, nous avons également constaté qu'il ne s'agit pas de simples paroles quand les kasamas déclarent qu'ils aident le peuple dans les travaux ménagers et dans la production. Nous essayons nous aussi, dans la mesure du possible, d'apporter notre contribution. Ainsi, j'ai aidé aujourd'hui à préparer le sumang, c'est-à-dire du riz cuit avec beaucoup de sucre et enveloppé dans des feuilles de bananier. C'est le "petit quatre

heures" local.

Tom et Lucia sont en train de discuter afin de tirer les leçons de notre séjour pour la lutte en Belgique. Joke et moi, nous nous asseyons près d'eux. Nous nous demandons si nous serions capables d'un tel engagement, qui ici est tout de même très lourd mentalement et physiquement. Mais il s'agit de le traduire dans la situation de notre pays. Tom conclut qu'il s'agit plutôt chez nous de voir comment consacrer un maximum de temps au PTB. Je pense à Hilde Vanobberghen, médecin du PTB, décédée inopinément l'année dernière. Beaucoup de Philippines la connaissent et parlent d'elle. Elle s'est vraiment engagée pour la révolution, ici aux Philippines ainsi qu'en Belgique. Je pense à cette patiente qui a parlé lors de ses funérailles, une femme d'un certain âge déjà, qui avait perdu son fils. Hilde l'avait soutenue comme amie et comme camarade. Elle assumait un travail fou et elle le faisait en toute simplicité. C'est ce qui me frappe. Les kasamas ici font la même chose. En retour, ils reçoivent la confiance des masses, la nourriture...

Enquêtes sociales et marches nocturnes à travers les rizières

A midi, quelques femmes viennent nous rejoindre après leur tournée d'"investigation sociale". Ces enquêtes sociales sont une partie importante du travail des camarades. Ils y procèdent de manière très minutieuse dans tous les barrios (villages) où ils arrivent. Toutes les informations sont notées de manière à obtenir une image matérialiste des problèmes et à connaître les paysans. Les femmes du village leur ont expliqué qu'elles fabriquent des chapeaux à 2,5 pesos (le peso vaut environ 1,2 franc).

Ka Vita nous explique comment les femmes sont exploitées. Elles tiennent les finances, ce qui leur donne beaucoup de soucis. Les habitudes féodales sont encore très répandues à la campagne. Souvent les femmes sont victimes de sévices et de violence sexuelle. Hormis les travaux ména-

Des jeunes B



Ka Simon : «Lorsque nous décidons de nous joindre à la lutte armée, nous abandonnons nos rêves et nos ambitions personnels pour construire un rêve collectif pour l'en-

semble de la population. »

gers, elles se chargent de l'éducation des enfants et effectuent encore des travaux pour augmenter un peu les revenus de la famille, comme la confection de chapeaux. Après une heure de discussion, les femmes du village ont accepté de s'organiser dans une "GP" (comparable à une amicale de notre parti). Tout le monde est très agité; cela n'arrive pas tous les jours.

Le soir, nous emballons nos affaires pour reprendre le chemin. Les trajets nocturnes nous semblent parfois un jeu de nuit. Hier nous avons dû traverser une grande rivière à plusieurs reprises. Je commence à aimer ces promenades nocturnes. Plus tard dans la nuit, la lune illumine tout de sa magnifique lumière. La nature est très belle dans ce pays. Constatant, nos narines sont étourdies de parfums (même ma sueur a une odeur sucrée) : celui des arbres et des buissons, des mangues, des citrons, des petits ananas. Cette splendeur contraste vivement avec la pauvreté des paysans qui nous offrent leur hospitalité. Un contraste pénible. Parfois, lorsque la lune n'est pas encore apparue, nous sommes enveloppés dans une nuit profonde. Surtout lorsque nous ne pouvons pas allumer les lampes de poche, il faut faire attention à ne pas trébucher. Le trajet devient encore plus périlleux, lorsqu'il faut traverser des rizières. Il s'agit de ne pas abandonner les sentiers étroits séparant les champs. Cela a donné lieu à maintes anecdotes. Tout le monde est tombé dans l'eau à un moment ou à un autre !

Nous arrivons chez Tatay (c'est ainsi qu'ils appellent les vieux). Il a participé à la guérilla contre les Japonais pendant la Seconde guerre mondiale. Leur erreur à l'époque, nous explique-t-il, a été de combattre uniquement les Japonais, au lieu de lutter contre l'ensemble du système impérialiste. Aussi, il est très fier de recevoir la visite d'une unité de la NPA et de camarades belges.

Céder la moitié de son revenu au grand propriétaire foncier

Mardi 18 juillet

Aujourd'hui, Ka Poli rejoint son unité. Avant son départ, il nous répète une dernière fois de ne jamais oublier le principe de Mao Zedong : «Lutter, échouer, reprendre la lutte, échouer à nouveau, reprendre à nouveau la lutte jusqu'à la victoire. Voilà la logique du peuple.»

Cet après-midi, j'ai accompagné Ka Vita pour une enquête dans une famille. La maison qu'elle occupe appartient à un propriétaire qui habite la ville. Le père travaille comme saisonnier au moment des moissons. Durant les autres saisons, il travaille dans l'exploitation de noix de coco. Il garde la moitié de la recette et doit remettre l'autre moitié au propriétaire foncier ! Les noix de coco lui rapportent 6.000 pesos par quinzaine (dont il remettra 3.000 pesos au propriétaire). Mais il a besoin de quelqu'un pour l'aider, qu'il paie 1.500 pesos. Parce que le terrain des cocotiers est très éloi-



Nous avons aidé les camarades de la Nouvelle armée du peuple à préparer les repas. Et nous avons constaté que les gens ici sont occupés pendant pratiquement toute la journée à se procurer les produits de première nécessité, surtout la nourriture.

Belges avec la guérilla philippine



... nous tournons le dos à notre vie petite-bourgeoise pour mener une vie dans

gné, il réside là-bas. Il y dépense 400 pesos pour se nourrir. Finalement, il ne lui reste que 1.100 pesos pour quinze jours, ce qui représente 80 pesos par jour pour nourrir ses deux enfants. Après nous avoir fait son récit, le paysan nous explique qu'il a encore de la chance. Certaines familles dans la région ne gagnent que 50 à 60 pesos par jour et d'autres doivent même se contenter de 10 à 20 pesos. Le paysan nous offre à manger, bien que nous mangerons plus tard dans l'unité. Je suis un peu gênée d'accepter, mais Ka Vita me dit : «Quand les masses nous offrent de la nourriture, il faut l'accepter. Si elles ne donnent rien, nous ne mangeons pas.»

Apprendre du peuple

Vers 16 heures, les paysans rentrent des champs. Nous nous présentons et expliquons que nous sommes venus pour apprendre des paysans et de la lutte de libération. Ka Anna traduit du tagalog (langue philippine officielle parlée ou comprise par 50 % de la population) de manière à ce que nous puissions comprendre et participer à la conversation.

Ka Miso demande pourquoi les paysans sont si pauvres. Les moyens de transport, nous répondent-ils, sont insuffisants, la terre est mauvaise, il n'y a pas de travail, les terres et les logements coûtent trop cher. Un tatay intervient : «Tant que nous pouvons supporter la pauvreté, ça va.

Nous n'avons jamais rien connu d'autre et puis je crois que nous sommes paresseux.» Tout le monde rit. Ka Anna observe en riant aussi : «Tatay, tu travailles jusqu'à l'épuisement chaque jour, depuis toujours. Comment peux-tu dire que tu es paresseux !» Une nanay nous dit encore que les gens ne sont pas assez solidaires, tout le monde est individualiste.

Pendant la conversation, les camarades de l'unité écoutent ce que les paysans ont à dire. Ensuite, Ka Miso leur raconte l'histoire des Philippines. Il leur explique (comme dans le livre "Philippine Society and Revolution" d'Amado Guerrero, fondateur du PCP) que le système semi-féodal et semi-colonial est à l'origine de la pauvreté. Il raconte avec une facilité étonnante, comme s'il le faisait tous les jours. Voilà le vrai travail parmi les masses. «Mais alors quelle est la solution ?» demande quelqu'un. Une nanay fait remarquer : «Si tout va si mal, pourquoi continuer à parler. Vous avez des armes, commençons donc à nous battre contre le système !» Ka Miso explique les différentes étapes de la guerre populaire prolongée selon Mao Zedong. D'abord, il y a une phase défensive, dans laquelle nous nous trouvons encore. Pendant cette période, on met l'accent sur la propagande (armée), le travail de construction, le travail de masse parmi les paysans. Dans une phase ultérieure, on arrive à un équilibre stratégique et lorsque les rapports des forces inclinent tout à fait à l'avantage du peuple, nous

Aucun mur de Chine ou de Berlin ne nous séparera

Au moment du départ, un camarade philippin nous a offert un magnifique cadeau : un poème. Nous le reproduisons ci-dessous.

Sitting on a slab of wood
lighted by a kerosene lamp
made of a used bottle of alcohol
and a piece of worn clothes
over a glass of rice coffee
and sticks of cigarettes
beside a makeshift tent
out of anohaw leaves
with roaming mosquitoes around
I saw twinkling stars in the sky
The little light of them
enlightened my aesthetic sense
decided to write this
for comrades and amis
from the other face of this damn' world
ruled by big bourgeoisie
landlords, bureaucrats and imperialists
They were revolutionaries, yes
of petty-bourgeoisie class origin
who remould themselves
to be proletarian revolutionaries
They endure pain and sacrifices
of people's war and revolution
They integrate themselves
with the masses of the country side
Hours of walk at night
through muddy roads made by carabao luggers
slipped through it, their determination remains
Language did not become a barrier
like the great wall of China
nor the Berlin wall which divided
the east and the west
In your womb mountain sierra
a camaraderie and friendship was born
Sharing revolutionary experiences
laughing at practical jokes
singing revolutionary songs
that build personal and political attachment
in your heart my dear sierra
is manifest the true spirit
of proletarian internationalism
Our struggle is your struggle
your victory is our victory
Sumulong ka bayan - avanti populò
hanggang sa tagumpay - a la riscossa
red flags of the world will triumph
People from the other face of the world
Belgian proletarian revolutionaries
camarades and amis
we give you our red salute

Assis sur une planche de bois
à la lumière d'une lampe au kérosène
faite d'une vieille bouteille d'alcool
et d'un morceau de tissu déchiré
un verre de café de riz
quelques mégots de cigarettes
une tente de fortune
faite de feuilles de bananier
entouré d'essaims de moustiques
J'ai vu des étoiles étincelantes dans le ciel
Leur faible lueur
a éveillé mon sens artistique
et j'ai décidé d'écrire ce poème
pour mes camarades et mes amis
à l'autre bout de ce monde maudit
dirigé par la grande bourgeoisie
des propriétaires fonciers, des bureaucrates et des impérialistes.
Ils étaient des révolutionnaires, oui
d'origine petite-bourgeoise
qui se sont transformés
en révolutionnaires prolétaires
Ils ont enduré les souffrances et les sacrifices
de la guerre populaire et de la révolution
Ils se sont intégrés
à la masse de paysans
Des heures de marche la nuit tombée
sur des routes boueuses construites par les coupeurs de carabao
ils ont avancé malgré tout, leur détermination intacte
La langue n'était pas un obstacle
comme la grande muraille de Chine
ou le mur de Berlin qui séparait
l'est et l'ouest
Au sein de la sierra montagneuse
sont nées la camaraderie et l'amitié
faites du partage des expériences révolutionnaires
des rires et des blagues
des chants révolutionnaires
d'où a jailli l'attachement personnel et politique
en ton sein, ma sierra bien-aimée
et s'est manifesté l'esprit véritable
de l'internationalisme prolétarien
Notre lutte est votre lutte
votre victoire est notre victoire
Sumulong ka bayan - avanti populò
hanggang sa tugumpay - a la riscossa
les drapeaux rouges du monde triomphera
Peuples de l'autre bout du monde
Révolutionnaires prolétaires de Belgique
Camarades et amis
recevez nos salutations révolutionnaires.

entrons dans la phase offensive. Ka Miso est bien un intellectuel qui se met au service des masses dans le sens propre du terme. Quand il demande aux paysans s'ils veulent participer à la révolution, l'assistance est plongée dans un grand silence. Un paysan explique que dans le barrio, il y a déjà une certaine forme d'organisation suite aux visites antérieures de la NPA. Un autre paysan souligne que ce barrio a un passé révolutionnaire, qu'il s'est notamment illustré pendant la guerre contre les Japonais et que les paysans doivent continuer la lutte. Lorsque les paysans doivent retourner aux champs, Ka Bill dit qu'ils reprendront la discussion à leur retour dans le barrio, dans un mois environ. Pour ce soir, on nous annonce un long trajet. Je me demande si je tiendrai le coup. Je suis très affaibli par une diarrhée persistante.

Nous voilà repartis. Dans l'obscurité, je ne discerne pas les arbres et je me cogne à tout bout de champ. Ka Vita remarque que j'ai du mal à suivre, bien que j'essaie de cacher mes difficultés. Et malgré la parfaite connaissance géographique de nos camarades, nous nous perdons. C'est la première fois depuis le début de notre séjour. Voilà donc notre promenade rallongée de trois heures. Et pour comble de malheur, nos lampes de poche ne fonctionnent plus à cause de l'humidité. Pour nous éclairer un peu, Ka Bill allume quelques branches en guise de torche. A notre arrivée, je suis dans état lamentable.

La jungle résonne des accords de Bella Ciao

Le matin nous nous réunissons tous. Nous évaluons nos expériences et Alain

donne une formation sur le discours du 1er mai de Ludo Martens (par coeur !). Avant de nous séparer, Ka Poma tient encore à nous dire un mot au nom de tous les camarades : «J'ai eu le bonheur de discuter avec vous et d'échanger des idées sur la lutte et la solidarité. J'espère que votre séjour et votre intégration parmi nous a été positive et que vous comprendrez mieux à présent les aspirations du peuple philippin à la libération de la misère et des démons de l'impérialisme. Je ne puis dire assez ce que j'ai ressenti lorsque je me suis rendu compte de l'internationalisme prolétarien qui vous anime. Bien que votre séjour ait été bref, nos liens sont plus profonds que ceux de l'amitié, car nous sommes des kasamas, ayant les mêmes aspirations et menant le même combat. Vous ne serez pas ici physiquement, mais dans l'esprit de

notre unité. Continuons à lutter, à organiser et à mobiliser les masses. Servons le peuple, unissons nos forces avec les masses, axons notre mouvement sur l'anéantissement du système, étudions notre société et la révolution et surtout menons chacun notre lutte en union avec les masses jusqu'à la victoire, car chaque victoire contribuera à la lutte prolétarienne mondiale et au socialisme dans le monde.»

C'est l'heure de plier bagages. Nous leur en laissons le maximum. Pendant que tout le monde prend congé, Ka Betty joue "Bella Ciao". Lorsque nous partons, la chanson résonne derrière nous, toujours plus éloignée. Un drôle de sentiment nous envahit en pensant que nous ne reverrons sans doute jamais nos camarades. Nous avons maigri, mais gagné beaucoup de kilos révolutionnaires...

Réunion de fascistes rwandais à la basilique de Koekelberg

Parmi eux : Séraphin Rwabukumba, financier des milices du génocide

Une réunion s'est déroulée dans une salle de la basilique de Koekelberg, le vendredi 21 juin, regroupant une centaine de membres du "hutu-power", le courant politique qui a généré le génocide au Rwanda en 1994. (1)

Tony Busselen

La réunion des partisans du régime génocidaire du vendredi 21 juin était présidée par un certain Mado, "journaliste" et membre de l'ancien MRND, le parti d'Habyarimana.

Les orateurs invités étaient Luc De Temmerman et Johan Scheers, deux avocats liés à l'aile droite du CVP. Ils défendent des criminels comme l'ancien colonel Bagasora devant le tribunal international d'Arusha. (2)

Selon ces messieurs, il n'y a pas eu de génocide au Rwanda. Selon leurs dires, l'innocence du fameux Théoneste Bagasora, l'un des principaux responsables du génocide, serait prouvée, parce qu'«il a tout fait pour sauver nos paras». Pourtant l'enquête sur l'assassinat des dix paras belges indique précisément que c'est Bagasora qui a donné l'ordre de leur

exécution.

Les avocats n'hésitent pas non plus à contester la compétence du tribunal international en invoquant diverses erreurs de procédure. Plaider en faveur d'un tribunal rwandais reviendrait par ailleurs selon eux à «participer à un enterrement». La seule justice compétente à leurs yeux pour juger des événements du Rwanda en 1994 est... la justice belge. Ce qui montre bien à quel point certains milieux voudraient retourner en arrière.

Rwabukumba, beau-frère d'Habyarimana, a financé des meurtriers

Les dirigeants des meurtriers qui résident en Belgique étaient présents à la réunion. Parmi eux, Séraphin Rwabukumba, le beau-frère d'Habyarimana et le financier



Séraphin Rwabakumba (à droite) en compagnie de Protais Zigiranyirizo, frère d'Agathe Habyarimana et dirigeant du fameux "Réseau Zéro".

de l'entourage de l'ancien président qui a préparé et dirigé le génocide.

Rwabukumba a non seulement financé l'armement des milices interahamwe mais également la propagande de presse qui a préparé idéologiquement le génocide. (3) Parmi d'autres membres de la famille présidentielle, il était l'une des figures-clés du fameux réseau "Zéro" qui, entre 1990 et

1994, a envoyé de nombreux commandos pour assassiner des personnalités de l'opposition. Après le génocide, l'homme est venu s'installer à Forest sans jamais être inquiété par les autorités belges. Au début de l'année, il a déclaré à l'émission "Terzake" de la BRT qu'il était un commerçant, qui ne s'est jamais occupé de politique. «La seule chose dont on peut m'accuser c'est

d'être membre de la famille Habyarimana.» Entre-temps, il a entretenu des contacts secrets, via l'asbl "Alliance pour le retour des réfugiés et de la démocratie", avec d'autres dirigeants du génocide tel que Bagasora. Sa présence à ce meeting politique démontre que six mois après cette émission, il se sent suffisamment en sécurité et qu'il n'a même plus besoin de cet écran de «commerçant apolitique».

Mentionnons encore que les locaux de la basilique de Koekelberg sont régulièrement utilisés pour des réunions et des soirées dansantes de la clique de responsables et de défenseurs du régime génocidaire résidant en Belgique. Le fait que ce genre de réunions puissent se dérouler dans la plus grande église de Belgique prouve une fois de plus que les plus hautes autorités ecclésiastiques en Belgique sont pour le moins passivement coresponsables de la protection dont jouissent ces nazis.

1. Informations Rwandaises & Internationales, n° 7/96, p. 20. 2. Le Soir, 12 juin 1996. 3. Voir Solidarité Internationale, janvier 1996.

Soeur Gertrude protégée par le couvent de Maredret

Action de protestation contre l'impunité les 7 et 8 septembre sur place

Tony Busselen

Maredret est à première vue, un cloître paisible situé à une vingtaine de kilomètres de Namur. C'est là qu'habite depuis deux ans Gertrude Mukankango. Pendant le génocide au Rwanda, elle a refusé en tant que mère supérieure du monastère bénédictin de Sovu d'abriter les centaines de personnes venues y chercher refuge. Elle avait déclaré aux soldats qu'elle ne voulait pas de sang tutsi dans son cloître et avait même jeté des petits enfants dans les bras des assassins. Au total, 7.000 Rwandais ont été massacrés aux alentours du cloître de Sovu (un dossier complet a été publié dans Solidaire le 3 juillet dernier, n° 28, p. 14 à 18).

Le samedi 7 et le dimanche 8 septembre, la Ligue Anti-impérialiste et la campagne "Mille Collines" organisent un camp d'action à proximité du cloître de Maredret. Par cette action, elles veulent protester contre la protection accordée par les autorités ecclésiastiques à ces criminels.

Durant les deux jours, l'accueil sera assuré à partir de 10 heures. Vous pourrez y obtenir les renseignements nécessaires sur le programme. Une exposition de photos, ainsi que la projection permanente d'une vidéo seront organisées. Un débat est également prévu sur le génocide rwandais.

Durant la matinée du samedi, les participants se rendront au mar-

ché de Namur pour y récolter des signatures pour la pétition "Arrêtez les assassins rwandais" et distribuer du matériel de soutien et d'information sur la campagne "Mille Collines". Le soir, ils organiseront une veillée aux flambeaux devant le cloître de Maredret, suivie d'une représentation de musique rwandaise dans le camping.

Le dimanche, ils iront à la kermesse de Maredret et vers 13 heures, écouteront des témoignages sur le génocide devant le cloître de Maredret.

Le camp aura lieu dans le camping "Les viviers", rue des Artisans, 44 à

Maredret. Si vous comptez passer la nuit dans le camp, il faut vous inscrire en utilisant le bon ci-contre.

Comment rejoindre le camp d'action à Maredret ?

A partir de Bruxelles, vous prenez l'autoroute Arlon-Luxembourg (E411). Vous prenez la sortie 13 (Namur-Champion). Vous prenez la direction de Namur et à la fin de la chaussée, vous suivez la direction de Dinant. Vous continuez dans la direction de Dinant

(en longeant la Meuse). Juste après l'entrée du village d'Anhée, derrière le Pont d'Yvoir, vous tournez à droite dans la direction Mettet/Maredsous. Vous arrivez dans la Rue de la Molignée que vous suivez à travers la vallée. Vous passez d'abord devant l'abbaye de Maredsous. Vous suivez la route jusqu'à l'abbaye de Maredret.

Avant l'entrée de l'allée qui conduit à l'abbaye, vous tournez à gauche et puis la première rue à droite qui conduit au village de Maredret, situé en bas de la colline, où se trouve l'abbaye. Arrivé en bas, vous tournez à gauche et vous arrivez dans la Rue des Artisans.

Campagne contre l'impunité

La LAI et "Mille Collines" lancent une campagne contre la présence d'assassins rwandais sur le territoire belge. Les nonnes Gertrude et Kizito qui résident dans les environs de Namur sont des femmes criminelles. Mais la Belgique abrite encore bien d'autres criminels rwandais appartenant aux milieux militaires et politiques et dont la responsabilité est encore plus lourde. Des Pères blancs et des politiciens ont aidé à construire et à équiper le régime assassin. Ils étaient par-

faitement au courant de ce qui allait se produire au Rwanda en avril 1994 et ils ont continué à soutenir les futurs meurtriers. Aujourd'hui, ils continuent à protéger ces mêmes assassins. Des politiciens continuent à justifier leur propre responsabilité et tentent par tous les moyens de faire disparaître les documents compromettants.

La LAI et Mille Collines lancent une campagne de pétition et d'action pour trois revendications :

- Arrestation et extradition de tous les Rwandais résidant en

Belgique et soupçonnés de complicité dans le génocide;

- Création d'une commission d'enquête parlementaire pour examiner la responsabilité des autorités belges, d'organisations et de personnes dans le génocide et la protection dont jouissent les meurtriers;
- Octroi inconditionnel par la Belgique d'un milliard de francs au gouvernement rwandais pour la reconstruction. Aidez-nous à récolter des signatures et participez à nos actions !

Bon de participation

Nom et prénom :

Rue et numéro :

Code postal et commune :

Je participerai à l'action à Maredret et je compte passer la nuit sur place.

Je souhaite aider à la préparation du camp (le samedi 7 septembre à partir de 8 heures, départ à Bruxelles à 6h30)

Je souhaite assumer des tâches (accueil, stand d'information...) pendant le camp : le samedi le dimanche

A renvoyer à l'adresse de la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

Déglingue de la recherche scientifique en Russie

40 % de chercheurs en moins depuis 1991

«Cet hiver a été terrible, il a fallu travailler à l'intérieur par - 4°C. Nous n'avons plus de réactifs, ni d'animaux de laboratoire. Nos appareils tombent en panne et ne sont pas réparés. La bibliothèque reçoit de moins en moins de revues, et l'institut ne peut payer nos missions à l'étranger.» Ainsi parle Tatiana Kazakova, chercheur en biologie moléculaire à l'Institut de médecine expérimentale de Saint-Pétersbourg.

Georges Moreau

Quand la ville s'appelait encore Leningrad, l'Institut de médecine — où avait travaillé le célèbre chercheur Pavlov — était réputé dans le monde entier... Le témoignage de Tatiana Kazakova est extrait d'un reportage que la revue scientifique française *La Recherche* vient de consacrer à la situation dramatique de la recherche scientifique en ex-Union soviétique. (1) Depuis le retour du capitalisme, tout ce qui ne génère pas de profit immédiat doit disparaître et le magnifique patrimoine scientifique de l'ex-URSS est en passe d'être complètement anéanti. *La Recherche* révèle par exemple que dans les jardins botaniques, des collections de plantes rarissimes sont menacées de disparaître. La flotte de l'Académie

des sciences (la plus importante du monde, avec ses 125 navires d'études géophysiques, océanographiques et biologiques) est pratiquement abandonnée. On a fermé cinq des six stations sismiques de l'Extrême-Orient. Quant aux cités scientifiques du pays, nombre d'entre elles ont sombré dans une crise sans issue, faute de moyens budgétaires.

«Dans les instituts, le matériel n'est plus entretenu», témoignent les reporters de l'hebdomadaire français. «Le chauffage et l'électricité font parfois défaut; les revues scientifiques étrangères n'arrivent plus. Les appareils modernes étant hors de prix, les chercheurs doivent souvent se contenter d'anciens modèles, s'ils fonctionnent encore. Du coup, on doit fermer des laboratoires, abandonner ou réduire certaines recher-



La recherche médicale et biochimique était un des fleurons de l'Union soviétique dès les années cinquante, comme le montre cette photo. Aujourd'hui, les chercheurs quittent en masse le pays et les laboratoires sont en pleine déglingue.

ches.» Seul le secteur de la recherche militaire aurait un peu moins souffert que les autres. Les chercheurs sont eux-mêmes

les victimes des compressions budgétaires. Leurs salaires sont devenus dérisoires et bon nombre d'entre eux n'ont plus qu'à

chercher du travail à l'étranger. La fuite des cerveaux est énorme. De source officielle, il y aurait eu chaque année, depuis 1991, plus de 5.000 départs définitifs de scientifiques et de professeurs de l'enseignement supérieur. D'autres abandonnent tout à fait la recherche. Un ancien collaborateur de l'Institut Kourtchatov travaille désormais à la Bourse de Moscou. Un de ses ex-collègues a été embauché dans une usine de stockage de viande. La carrière de chercheur, que briguaient jadis les plus méritants des étudiants soviétiques, n'attire plus personne. En 1993, moins de 1 % du nombre total des diplômés de l'enseignement supérieur s'est dirigé vers la recherche, alors qu'il s'élevait à près de 6 % à l'époque soviétique. Le nombre total de chercheurs travaillant en Russie a diminué de 40 % depuis 1991.

La Recherche conclut : «Rares sont ceux qui ont les moyens de profiter des nouvelles libertés. Dans les instituts désertés, les laboratoires dépourvus de réactifs, les bibliothèques privées de revues, les foyers plongés dans la pauvreté, le bilan des années de réformes est largement négatif.»

1. *La Recherche*, juin 1996, n°288, p38-41.

Paris : une église prise d'assaut par les CRS

Dix grévistes de la faim emmenés de force

Catherine Dijon

Trois cents CRS (gendarmes français), accompagnés de pompiers et de médecins ont pris d'assaut l'église Saint-Bernard à Paris. Ils ont embarqué de force les dix Africains en grève de la faim depuis le 4 juillet. «Ils nous ont regroupés au fond de l'église, explique Katia, militante du syndicat SUD-PTT, qui assurait la garde. Un cordon de CRS a été formé entre nous et l'endroit où se trouvaient les dix grévistes de la faim.» Un Africain indigné : «Les CRS sont comme des animaux sauvages : ils poussaient les gens, les femmes enceintes.» Fofama

ajoute : «On dit que la France est un pays démocrate, mais c'est devenu une véritable dictature. Pourtant, on ne demande qu'à travailler, on n'est pas des faîneants. On ne veut que des papiers. Pourquoi on nous traite comme ça ?»

La police parle d'opération humanitaire pour «venir en aide à des personnes en péril». Les responsables du SAMU, service médical qui suivait les grévistes, démentent. «Il s'agit là d'une opération de police totalement indépendante de la médecine», affirme le docteur Jannière. (1) Les dix grévistes sont d'ailleurs tous sortis de l'hôpital le jour-même et ont repris leur

mouvement de grève. Syndicalistes et démocrates se pressaient pour les accueillir à l'église Saint-Bernard.

Déportations organisées par la loi Pasqua

Depuis le 18 mars, les «sans papiers» s'organisent dans toute la France et réclament la régularisation de leur séjour. Résidant souvent depuis des années dans le pays, ils ont parfois un conjoint et des enfants de nationalité française. Le gouvernement n'entend pas

céder d'un iota à leurs revendications. Il a d'ailleurs affrété un 22ème avion charter le 7 août pour le Maroc et le Mali, avec 78 étrangers à son bord. «Nous serons extrêmement fermes, a déclaré le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré. Je ferai en sorte que les cas de parents d'enfants français soient examinés... Il faut que les autres comprennent que la loi s'appliquera.» (2) La loi, c'est la loi Pasqua (du nom de l'ancien ministre de l'Intérieur fascisant), en application depuis le 1er janvier 1994. Elle annule l'ancien code, qui prévoyait l'octroi automatique de la nationalité aux enfants nés en France. Elle permet aussi de

refuser le séjour aux parents ou conjoints étrangers de Français, tout en interdisant théoriquement leur expulsion. Sékou Diara, gréviste l'église Saint-Bernard, est resté sans papiers pendant deux ans, malgré son mariage avec une Française. Il continue la grève de la faim «par solidarité avec ses camarades» et il se méfie des promesses : «Les Africains sont devenus les boucs émissaires du pays. Malgré les circulaires du gouvernement, les préfets refusent de régulariser les immigrés qui en ont le droit.» (3)

1. *Le Monde*, 13 août 1996. 2. *Le Figaro*, 8 août 1996. 3. *Le Monde*, 14 août 1996.

La mafia russe fait ses achats dans le tiers monde

Des magasins aux enseignes russes, des femmes blondes qui font le trottoir devant des hôtels miteux... Non, nous ne sommes pas en Russie, mais à Alep, ville du nord de la Syrie.

Chaque semaine, ils débarquent par centaines d'avions spéciaux venant de Russie, mais surtout d'Azerbaïdjan, du Daghestan et d'autres républiques du sud de

l'ex-URSS. Et ils achètent tout : vêtements, tissus, savons... et même des gaines de revolver. Seules les denrées alimentaires ne leur sont pas autorisées par le gouvernement syrien. Après une semaine, ils chargent des centaines de camions et retournent à l'aéroport. D'autres leur succèdent. Ce commerce a débuté après la chute de l'Union soviétique. Chaque kilo

exporté est grevé d'une taxe d'1,25 dollar. Pourtant ce trafic a pris un tel essor que tout un quartier d'Alep a été aménagé pour les «Russi» : boutiques spéciales où l'on paie en dollars, maisons aménagées à la hâte en hôtels, toutes pourvues d'une grande balance. Ce qui prouve que dans l'ex-URSS, on ne produit plus rien. Car les salaires des ex-Soviétiques

peuvent certainement concurrencer ceux des travailleurs syriens, qui touchent un peu plus de 3.000 FB par mois. Parallèlement à ce commerce s'est développée une nouvelle prostitution. Des jeunes femmes viennent se vendre en Syrie auprès des riches touristes d'Arabie Saoudite, du Koweït, du Liban... La situation est si grave que le ministre de l'Intérieur syrien

vient d'interdire l'accès au territoire national aux fillettes d'ex-URSS de moins de 13 ans. Ainsi le retour du marché libre en Union soviétique a créé une augmentation importante de la prostitution dans ses anciennes républiques, mais aussi à l'étranger. Le marché libre, c'est la «liberté» des jeunes filles et des enfants de se vendre pour trois fois rien... (CD)

Le Burundi n'est pas le Rwanda

Entretien avec Axel De Backer, journaliste spécialiste de ces deux pays

«Le Burundi ? Un conflit entre ethnies», affirme la presse. Vraiment ? Pour mieux comprendre la situation, nous avons rencontré Axel De Backer, journaliste indépendant, rédacteur en chef de la revue "Informations rwandaises et internationales", grand spécialiste des deux pays...

Hilde Meesters et Tony Busselen

Un coup d'Etat est intervenu au Burundi le 25 juillet. Les événements se sont précipités après que le président Ntibantunganya ait été hué par la foule à l'enterrement des 300 victimes des terroristes hutus à Bugendena. Le lendemain, il s'est réfugié à l'ambassade américaine. A ce moment, l'ancien major Buyoya a pris les rênes du pouvoir. Par la suite, tous les pays voisins du Burundi ont décrété un embargo. Notre presse a présenté l'affaire comme un conflit ethnique en annonçant une répétition de la tragédie rwandaise. Qu'en est-il ?

Ces derniers mois, on a régulièrement comparé le Burundi et le Rwanda. Un nouveau génocide en préparation a été décrit comme "une épouvantable explosion de violence ethnique". «C'est de la malhonnêteté intellectuelle, dit très nettement Axel de Backer. Le Burundi est encore plus mélangé que le Rwanda.»

Dans ce pays déjà, c'est à tort qu'on a employé les étiquettes "hutu" et "tutsi", mais ici elles sont encore plus fausses comparées à l'histoire réelle. Le courant patriotique anti-ethniste a toujours été plus puissant au Burundi. Et l'idéologie raciste hutu ne s'est développée que sous l'influence de l'ancien régime raciste rwandais.

«Presque tous les membres de ce qu'on appelle l'élite politique hutu, poursuit De Backer - et je pense aussi bien à Nyangoma (dirigeant des milices fascistes), à Ntibantunganya (le président déchu) et à Ndadaye (le président assassiné en 1993), sont des gens qui, dans les années 70, après la répression et les massacres de l'armée burundaise (voir notre chronologie - ndr) - ont été fortement influencés par le président rwandais Habyarimana.

Celui-ci avait manifestement l'ambition d'unir le Rwanda et le Burundi dans un grand "Hutu Reich", épuré de tous les Tutsi. Le Frodebu, prétendu parti hutu, était une version modérée du Palipehutu, parti burundais ouvertement raciste, fondé par Habyarimana. Mais lorsque Ndadaye, membre du Frodebu, a été élu président en 1993, il s'est révélé un homme d'Etat qui ne voulait pas être la marionnette des extrémistes racistes. Il n'a pas hésité à taper sur les doigts de Nyangoma, aujourd'hui leader des milices racistes et à l'époque ministre de la réhabilitation, parce que celui-ci menait une politique raciste. L'homme avait commencé à exproprier les réfugiés tutsi rwandais des années 60 sans aucune indemnisation afin d'installer à leur place des réfugiés hutu de la répression de 1972. Plus tard, Nyangoma a créé le Conseil national pour la Défense de la

Démocratie (CNDD), une scission du Frodebu. En mars 1994, il a quitté le Burundi pour rejoindre officiellement quelques mois plus tard la résistance armée. Ndadaye s'opposait aussi clairement aux ambitions du président rwandais Habyarimana.

L'ex-président Ntibantunganya, complice de la terreur hutu

Ndadaye était donc un obstacle important pour les plans des extrémistes hutu et sa mort les arrangeait fort bien. Récemment encore, le professeur belge Reyntjens a essayé de faire endosser à l'actuel président Buyoya la responsabilité de l'assassinat de Ndadaye. Il a notamment insinué que Buyoya figurait dans un rapport de l'ONU, resté secret à ce moment, traitant de la mort du président. Entre-temps, ce rapport a été rendu public. Il se confirme que le haut commandement de l'armée est directement impliqué dans l'assassinat du président Ndadaye, mais pas le major Buyoya. Il s'avère en outre que le rapport est plus compromettant pour le Frodebu que pour la direction de l'armée. Beaucoup de cadres de ce parti seraient notamment impliqués dans l'exécution d'un génocide qui a suivi le meurtre du président et qui était déjà planifié depuis de nombreux mois. (1)

De Backer est lui aussi convaincu de l'implication du Frodebu dans le génocide burundais de 1993. «Le ministre du service de la documentation (service secret), nommé par Ndadaye était un ultra-hutu. Toutes les camionnettes de ce service ont fait entrer les armes pour les actes de génocide qui ont suivi l'assassinat de Ndadaye. Il a donné des jerricans de pétrole aux paysans, des tronçonneuses. Il est remarquable que Reyntjens n'ait



Axel De Backer : «C'est à tort qu'on a employé les étiquettes "Hutu" et "Tutsi".

rien vu de tout cela lors de son enquête sur place sur le meurtre de Ndadaye en 1993.»

De Backer considère qu'après l'assassinat de Ndadaye, le Frodebu a été entièrement entraîné dans le camp des racistes hutus. Mais certains affirment que le président destitué Ntibantunganya, membre du Frodebu, est un hutu modéré pris en otage par le hutu extrémiste Nyangoma...

«Pas de tout correct, déclare Axel De Backer, Ntibantunganya n'a jamais fait de déclaration claire par rapport aux extrémistes hutus et à Nyangoma. Au contraire, il était avec eux. Il y a environ un an, on a pris en flagrant délit un certain Audifax, conseiller à la présidence et proche de Ntibantunganya. Il était en train de distribuer des armes automatiques à des milices dans la forêt de Cyangugu, près de la frontière rwandaise. C'est entre autres à ce fait que se réfère l'accusation de trahison lancée par Mukasi (président de l'Uprona) fin juillet. Ntibantunganya était donc complice des gens qui commettaient des massacres. Et tout le monde le savait. Cela explique pourquoi les masses l'ont hué et lui ont jeté des pierres lorsqu'il s'est rendu à l'enterrement des 300 personnes tuées par des milices hutues à Bugendena fin juillet.»

Réduire toute la crise burundaise à un conflit ethnique est donc certainement faux selon Axel De

Backer. Au même titre que le Frodebu, qui n'est pas un bloc monolithique et où il y avait de vives contradictions entre Ndadaye et les autres, on a tort de présenter l'Uprona comme un parti ethnique tutsi. Ainsi, on ne mentionne que rarement que son président, Mukasi, est un hutu. Au sein de l'Uprona, il y a en outre une grande rivalité entre Buyoya, un modéré, et Bagaza, un ancien président, considéré comme le chef de file de ce qu'on appelle les extrémistes tutsi. Buyoya a même laissé entendre qu'il a pris le pouvoir le 25 juillet dernier pour devancer Bagaza.

L'extrémisme tutsi est différent

Mais alors que l'aile modérée du Frodebu autour de Ndadaye a pratiquement été éliminée après sa mort, l'aile modérée de l'Uprona est restée dominante par rapport à l'aile radicale. Axel De Backer déclare en outre que l'extrémisme tutsi de Bagaza n'est pas comparable au racisme fasciste d'un Nyangoma. L'objectif du CNDD et du Palipehutu est l'anéantissement total de tous les Tutsi. «Les extrémistes tutsis sont partiellement conditionnés par la réaction à cet extrémisme hutu, contre lequel ils veulent se protéger. Mais leur manière de penser est déterminée bien davantage par une

sorte de patriotisme radical, un rejet de toute ingérence étrangère et la volonté de rétablir l'ordre dans leur propre maison par la force. Bagaza est un extrémiste, mais on pourrait difficilement le considérer comme un ethniciste. Sous sa présidence, dans les années 70 et 80, les premières bases ont été jetées d'une économie nationale burundaise. Il prônait un pouvoir central fort et l'intervention de l'Etat. Il a mené une lutte importante contre l'Eglise, etc. On peut dire qu'il est extrémiste, dans la mesure où, surtout à la fin et selon l'opinion de l'Occident, il est allé trop loin dans cette politique, mais pas qu'il est un ethniciste.»

Echec d'une intervention planifiée

Dès janvier, l'ambassadrice US, Madeleine Albright, est venue à Bujumbura rétablir l'ordre. Puis, dans plusieurs capitales européennes pour plaider en faveur de l'envoi de troupes de l'ONU au Burundi. Début mai, Albright a ouvertement accusé la France de bloquer le plan. Après leur défaite en Somalie, les Etats-Unis ne sont plus disposés à engager eux-mêmes des troupes terrestres pour une intervention en Afrique. Ils exigent dès lors que la France fournisse des soldats pour faire le boulot, ce que la France a refusé promptement. (2)

Aujourd'hui, il apparaît que, malgré le refus de la France, il existait des plans très concrets et avancés en vue d'une intervention militaire internationale. C'est notamment au Tanzanien Nyerere qu'on a confié la tâche de préparer une telle intervention. Il a utilisé à cet effet sa position de médiateur entre les grands partis burundais pendant les négociations qui ont commencé en juin à Arusha en Tanzanie.

Après le coup d'Etat de Buyoya, tous les pays voisins ont décrété un embargo contre le Burundi. Ils exigent qu'il soit mis fin au coup d'Etat. Axel De Backer n'est pas très impressionné par ces mesures d'embargo : «A mon avis cet embargo ne durera pas longtemps. Il aura même un effet contre-productif pour Nyerere. Au lieu d'aboutir à son objectif, la neutralisation de l'armée, l'embargo va ressouder l'unité du pays autour de l'armée, au-delà des différences ethniques. Voilà aussi le défi de Buyoya : surmonter le clivage ethnique, importé par le colonialisme.»

Pour les masses, la situation économique est catastrophique. La misère : un terreau fertile pour l'idéologie fasciste. Défenseur de l'économie de marché, Buyoya n'a aucune perspective à offrir aux paysans. Sera-t-il alors en mesure de maîtriser les démons fascistes ? La contradiction croissante entre USA et France risque également de provoquer des catastrophes dans la région. Pour sortir définitivement du marais de l'ethnicisme, le peuple burundais devra tôt ou tard choisir la voie anti-impérialiste.



Depuis 1993, des milices hutu font régner une terreur qui a coûté la vie à 150.000 Hutu et Tutsi.

1. Le Soir, 16.1.96. 2. International Herald Tribune, 29.1.96 et 2.5.96.



La tragique misère du Burundi, c'est le terreau où fleurit l'idéologie fasciste. Partisan du "marché libre", Buyoya n'a aucune perspective à offrir aux paysans.

Histoire du Burundi. Néocolonialisme, ingérences et déstabilisation

- **1961.** L'autorité coloniale belge organise des élections largement remportées par le parti anticolonial Uprona. Au Rwanda voisin, le colonialisme belge a plus de chance. Dès 1959, il élimine violemment les partisans de l'indépendance et peut faire proclamer celle-ci en 1961 par le parti procolonial en 1961. Celui-ci, le Parmehutu, avait été mis sur pied à la hâte et sur une base raciste par la Belgique. Depuis le Rwanda et aussi de l'intérieur, la Belgique fera tout pour déstabiliser le Burundi. Le prince Rwasagora, leader incontesté de l'Uprona et ami de Lumumba, est assassiné un mois après sa victoire électorale par le parti démocrate-chrétien pro-belge.

- **1962.** Après l'indépendance, le roi Mwambutsa IV tente de se maintenir au pouvoir en mettant sur pied des gouvernements accordant une place aux Hutu.

- **Janvier 1965.** Le Premier ministre Pierre Ngedanduwe, un Hutu, est assassiné. A ce moment, le racisme ethnique du Rwanda est définitivement exporté au Burundi. Les élections sont remportées par le parti burundais lié au Parmehutu rwandais. Lorsque le roi refuse de tenir compte de ce résultat, la gendarmerie, dominée par les Hutu, tente un coup d'Etat, sévèrement réprimé.

- **Juillet 1966.** Coup d'Etat du Premier ministre Michel Micombero. Il se profile comme défenseur de tous les Tutsi, jusqu'alors divisés entre divers partis et clans.

- **Juillet 1972.** Nouvelle tentati-

ve de révolte des Hutu. Brutale répression : 200.000 tués, 300.000 réfugiés.

- **1976.** Jean-Baptiste Bagaza prend le pouvoir sans effusion de sang.

- **3 septembre 1987.** Bagaza est renversé par le major Pierre Buyoya. Un mois plus tard, vingt mille citoyens ont péri suite à la répression de l'armée. Buyoya prend ses distances et lutte pour la réconciliation nationale.

- **Début 1993.** Buyoya annonce des élections. Elles seront largement remportées par Melchior Ndadaye, président du Frodebu (Front démocratique du Burundi) qui se présente comme un parti hutu. Ndadaye est assassiné en octobre 93.

- **Après la mort de Ndadaye,** un génocide soigneusement préparé frappe les Tutsi. Il annonce celui qui se déroulera à une plus large échelle au Rwanda voisin, en 94. Puis, un gouvernement de coalition Uprona-Frodebu s'efforce de rétablir l'unité nationale. Mais les provocations incessantes et la terreur orchestrée par les milices hutu provoquent une crise permanente entre les deux partis. Cet été, elle éclate. Les deux principales milices hutu sont le Palipehutu, opérant depuis la Tanzanie et les FDD (Forces pour la défense de la Démocratie), opérant à partir du Zaïre. Les plus importantes sont celles du FDD, bras armé du Conseil national pour la Défense de la Démocratie (CNDD). Ce dernier groupe est une scission du Frodebu, dirigée par Léonard Nyangoma, ancien ministre de l'Intérieur de Ndadaye.

Nyerere voulait envoyer 20.000 soldats au Burundi

L'ONU paie les pays africains par soldat fourni

Mais quel rôle a joué exactement Nyerere, selon Axel De Backer ? «Nyerere avait un plan bien établi. Il voulait envoyer 20.000 hommes au Burundi début août. C'était en fait son agenda caché depuis le premier jour des négociations à Arusha en Tanzanie, fin juin. Le Frodebu, avec l'ancien président Ntibantunganya, et l'Uprona, avec l'ancien premier ministre Antoine Nduwayo, y participaient. Le seul point de discussion du premier tour était d'arriver à un accord de principe sur une intervention étrangère au Burundi. Certains pays africains étaient déjà intéressés par l'envoi de troupes. Cela leur rapporte du fric : ils sont payés selon le nombre de soldats mis à la disposition de l'ONU.

Mais avant la fin de ce premier tour, il y a eu des fuites dans la presse. L'AFP a notamment révélé que le Kenya participerait à l'intervention, alors que ce pays était tout à fait inacceptable pour

Nduwayo : il protège les génocidaires rwandais. Même pour la Tanzanie, il y avait des doutes. Il faut savoir qu'il y a beaucoup de Tanzaniens dans les milices du Burundi.

L'agenda caché portait sur l'intervention de 20.000 hommes, pas pour s'interposer, mais pour neutraliser l'armée tout en encadrant des polices locales. C'est la vieille revendication du Frodebu, que Nduwayo a toujours refusée. Puis, il y a eu, en juillet, le sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine à Yaounde. On y a entériné l'accord d'Arusha mais personne ne savait ce qu'il contenait vraiment. Ntibantunganya lui, le savait, mais pas Nduwayo. On n'a même pas demandé aux partis burundais de donner leur avis sur cet accord. De retour au Burundi, Nduwayo et la direction d'Uprona ont compris que quelque chose clochait. Qu'ils ne pouvaient pas être d'accord. Nduwayo a alors

rejeté l'accord, c'était le début de la crise. Puis, il y a eu le massacre de 300 Tutsi, le 23 juillet, à Bugendena, où Ntibantunganya s'est fait huer par les masses».

Le massacre de Bugendena a eu pour effet de renforcer les appels à une intervention étrangère. Mais la fuite de Ntibantunganya vers l'ambassade américaine a coupé court à ces plans d'intervention. En effet, il n'y avait plus de président pouvant demander officiellement l'intervention de troupes étrangères.

Qui donc était derrière ce projet d'intervention ? De Backer nous l'explique : «Dans une interview au journal *Le Soir*, Luc Rukingama, le ministre des Affaires étrangères, a mis notamment en cause l'Allemagne, les pays scandinaves et le monde anglo-saxon. Je ne reprends pas ces affirmations à mon compte, mais je crois à l'hypothèse d'une implication de

l'Internationale démocrate-chrétienne (IDC). Nyerere est venu en Belgique fin mai, juste avant l'ouverture des négociations d'Arusha. Personne ne sait ce qu'il est venu y faire».

Nyerere est-il un homme de gauche ?

Nyerere est, pour beaucoup de progressistes, un homme de gauche. Comment peut-on le situer ? Selon De Backer. «Il existe des rapports entre Nyerere et le Mouvement Ouvrier Chrétien depuis les années 50. L'initiative est venue de la démocratie-chrétienne. Elle a approché Nyerere avec plusieurs objectifs. D'abord, un régime socialiste — style Nyerere — n'était pas mauvais dans la logique de l'opposition aux Etats-Unis. Mais la lutte contre les rouges et la Chine, très présente en

Afrique de l'Est à l'époque, était aussi importante. Nyerere a reçu beaucoup d'argent de la démocratie-chrétienne belge pour lutter contre les maoïstes.

Ceci dit, il ne s'agit pas de diaboliser Nyerere. Il n'était pas un raciste du genre Parmehutu, ni partisan de la «révolution sociale» de 1959 au Rwanda (lorsque la Belgique a mis au pouvoir un régime raciste anti-tutsi et procolonial). A cette époque, beaucoup de réfugiés sont venus en Tanzanie. Nyerere a envoyé plusieurs télégrammes au Conseil de tutelle de l'ONU pour se plaindre des frais occasionnés par la venue de centaines de milliers de réfugiés rwandais. Il a tempéré ses critiques après avoir reçu beaucoup d'argent pour installer ces réfugiés. Nyerere s'entendait d'ailleurs fort bien avec Kayibanda, le premier président du Rwanda indépendant».

Mexique : l'Armée Populaire Révolutionnaire présente son parti

Le Parti Démocratique Populaire Révolutionnaire unifie 14 organisations

Quatre journalistes mexicains ont été emmenés pendant deux jours, les yeux bandés, dans la Sierra Madre orientale, la chaîne montagneuse sur la côte est du Mexique. L'Armée Populaire Révolutionnaire (EPR) y donnait une conférence de presse clandestine. Le 28 juin, elle s'était fait connaître à Aguas Blancas, Guerrero, lors d'une commémoration du premier anniversaire de l'assassinat de 17 paysans.

Pol De Vos

Entourés de dizaines de guérilleros, les commandants ont déclaré que l'EPR est le bras armé du Parti Démocratique Populaire Révolutionnaire (PDPR).

Les yeux bandés, des journalistes de quatre journaux mexicains ont été emmenés dans le massif montagneux, au départ d'un lieu de rendez-vous secret à Mexico. Pendant deux jours, ils ont marché dans la montagne, sur d'étroits sentiers sinueux. Le troisième jour, vers midi, ils ont atteint le lieu de la rencontre. Quatre commandants de l'EPR, Antonio, Victoria, Francisco et José Arturo, ont lu une déclaration et répondu à toutes les questions. A côté d'eux, un drapeau de l'Armée Populaire Révolutionnaire (EPR), frappé des initiales noires et de l'étoile rouge sur fond vert et, au milieu, le marteau, la faucille et un fusil.

«Le PDPR est un parti clandestin, ont dit les commandants, qui se développe aussi dans les villes et dans les secteurs les plus divers, car le Mexique n'est plus seulement un pays agricole. Le PDPR ne rejette aucune forme de lutte. L'Armée Populaire Révolutionnaire est une réponse indispensable à la guerre du gouvernement contre le peuple mexicain. Mais la lutte armée ne peut pas se développer sans une lutte légale étendue et radicale. Les armes ne remplacent certainement pas la large lutte révolutionnaire. La lutte légale est nécessaire et

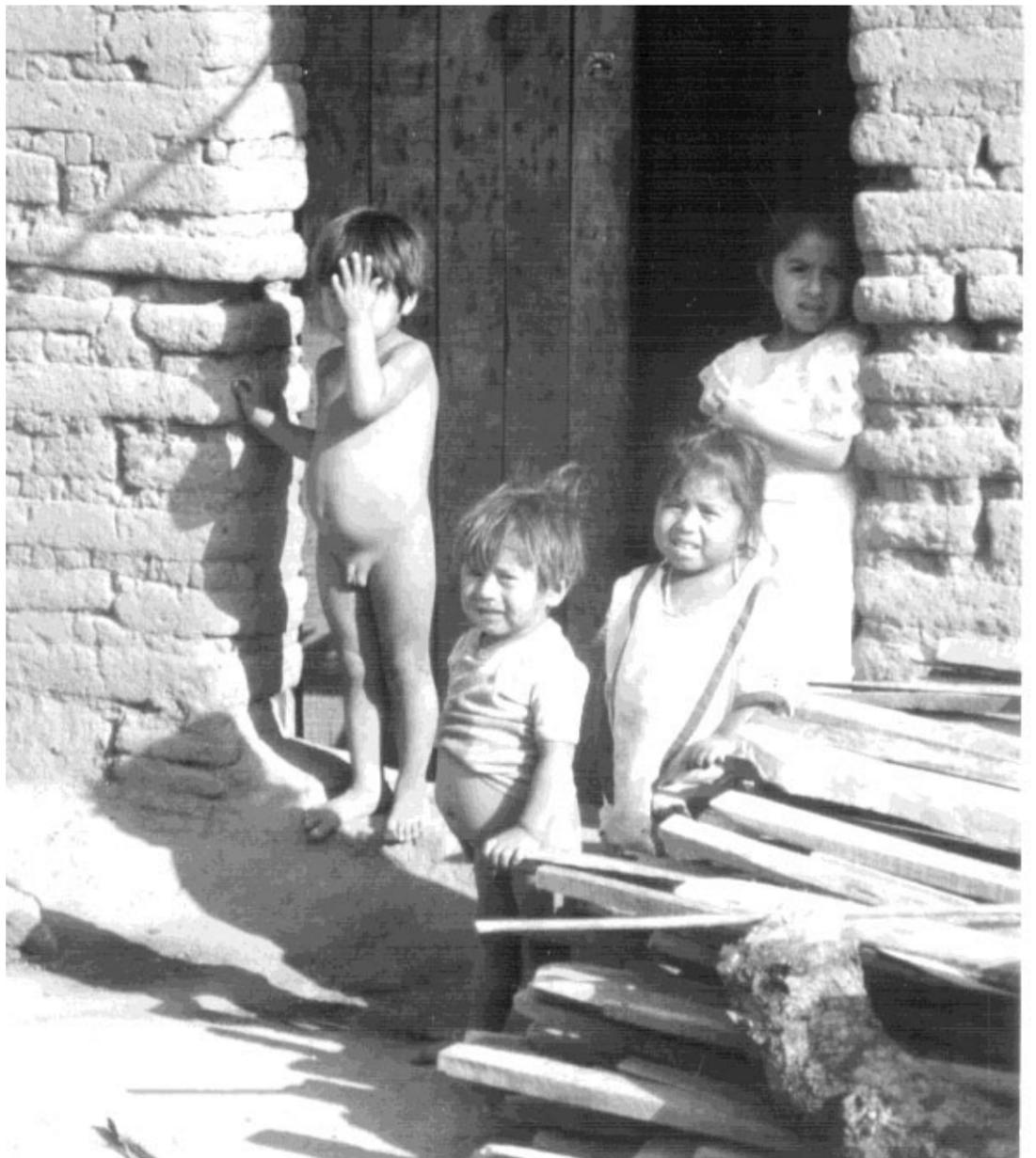
c'est dans cette lutte que le peuple développe sa conscience.»

Issu de quatorze organisations révolutionnaires

L'EPR et le PDPR sont issus d'un long processus d'unification de diverses organisations ayant une ligne politique révolutionnaire et un lien étroit avec le peuple. Ces organisations — quatorze au total — ont vu le jour à des moments différents et dans des circonstances différentes, mais elles forment aujourd'hui une seule et même structure politique et militaire et ont une ligne politique commune. Il s'agit notamment du "Commando Francisco Villa", du "Commando Morelos", des "Commandos Mexicains Armés", de la "Brigade Genaro Vázquez", de la "Brigade Vicente Guerrero", de la "Brigade Ouvrière d'Autodéfense", de la "Brigade 18 mai", de la "Brigade paysanne pour les Exécutions", de l'"Organisation Ouvrière Révolutionnaire Ricardo Flores Magón", de l'"Organisation Armée Révolutionnaire du Peuple", et du "PROCUP-PDLP" (Parti Ouvrier Clandestin Révolutionnaire / Unité Populaire - Parti des Pauvres).

Un programme démocratique radical

«La conquête du pouvoir et



«La politique économique doit libérer les masses laborieuses de leur oppression permanente, elle doit rehausser le niveau de vie du peuple», déclarent les commandants de l'Armée Populaire Révolutionnaire, bras armé du Parti Démocratique Populaire Révolutionnaire.

l'instauration de la dictature du prolétariat sont encore bien lointaines pour le peuple mexicain, disent les commandants. Aujourd'hui, nous défendons un programme démocratique radical

en quatre points : un nouveau gouvernement, une nouvelle Constitution, l'instauration d'une République Populaire Démocratique et un changement fondamental de la politique économique nationale.

La politique économique doit libérer les masses laborieuses de leur oppression permanente, doit harmoniser tous les secteurs de l'économie, supprimer l'inégalité entre les différentes régions et rehausser le niveau de vie du peuple. Les secteurs stratégiques de l'économie et les ressources naturelles du pays doivent être la propriété de la nation qui doit aussi devenir propriétaire des grands monopoles nationaux et étrangers dans l'agriculture, l'élevage, les banques et les finances, des monopoles qui n'ont pu se développer que par le pillage et la spéculation.

Une renégociation de la dette extérieure et une révision des traités internationaux doit rétablir la souveraineté nationale. Nous voulons la suppression de la grande propriété terrienne et la restitution des terres aux communautés indiennes.»

Pas de négociations avec les assassins du peuple

«Nous appelons toutes les organisations démocratiques et révolutionnaires à mener une lutte commune et à défendre une même politique. Nous n'avons aucun lien avec les zapatistes de l'EZLN. Il y a bien eu des tentatives de rapprochement. Leur révolte du 1er janvier 1994 a donné l'espoir et a suscité de grandes attentes parmi le peuple et ses organisations. Nous avons soutenu leur lutte. Nous adoptons une attitude prudente et attendons la façon dont ils décident de leur avenir. Maintenant, ils s'engagent dans la voie des négociations. A cet égard, il y a une différence essentielle avec notre attitude. Nous estimons que le gouvernement est un gouvernement oppresseur, qui assassine le peuple. Avec lui, nous estimons qu'il est impossible d'entamer des négociations.»*

* La Jornada et Excelsior, 9 et 10 août 1996.

Nouvel enlèvement d'un dirigeant paysan

Porfirio del Angel Contreras a été enlevé par les services de sécurité le 8 août dernier à 13h45. Il est le dirigeant de l'organisation de paysans Frente Democrático Oriental de México Emiliano Zapata (FDOMEZ) et il est membre de la direction nationale du Front large pour la reconstruction d'un Mouvement de libération nationale (FAC-MLN). Quatre hommes lourdement armés se présentant comme membres de la police judiciaire ont arrêté Porfirio Contreras sans disposer de mandat d'arrêt.

Ils ont traîné le dirigeant indien avec violence dans une



Porfirio del Angel Contreras

voiture bleue démunie de plaques d'immatriculation. Porfirio Contreras venait de quitter le bâtiment du Sénat de Mexico où il avait participé à une rencontre

officielle de la "Convergence nationale", un comité regroupant la FAC-MLN et d'autres organisations.

Depuis lors, il est détenu en isolement et même son avocat ne parvient pas à le contacter. Le 10 août, la justice de l'Etat fédéré de Veracruz a déclaré que «Porfirio del Angel Contreras a été arrêté sous l'inculpation de meurtre et que tout se déroule selon les procédures légales.»

(1) Rapports de la Ligue mexicaine pour la défense des droits de l'homme (LIMEDDH-FIDH), 8 et 12 août 1996.

La gendarmerie belge a protégé des tueurs sud-africains

La reconstitution des faits confirme les accusations d'un dirigeant de l'ANC

Godfrey Motsepe a accusé la gendarmerie belge de complicité dans les actions d'escadrons de la mort sud-africains, actifs dans toute l'Europe à la fin des années 80. Témoignant devant la "Commission de vérité et de réconciliation" en Afrique du Sud, Godfrey Motsepe était, à l'époque des faits, dirigeant de l'ANC à Bruxelles et l'une des cibles des tueurs.

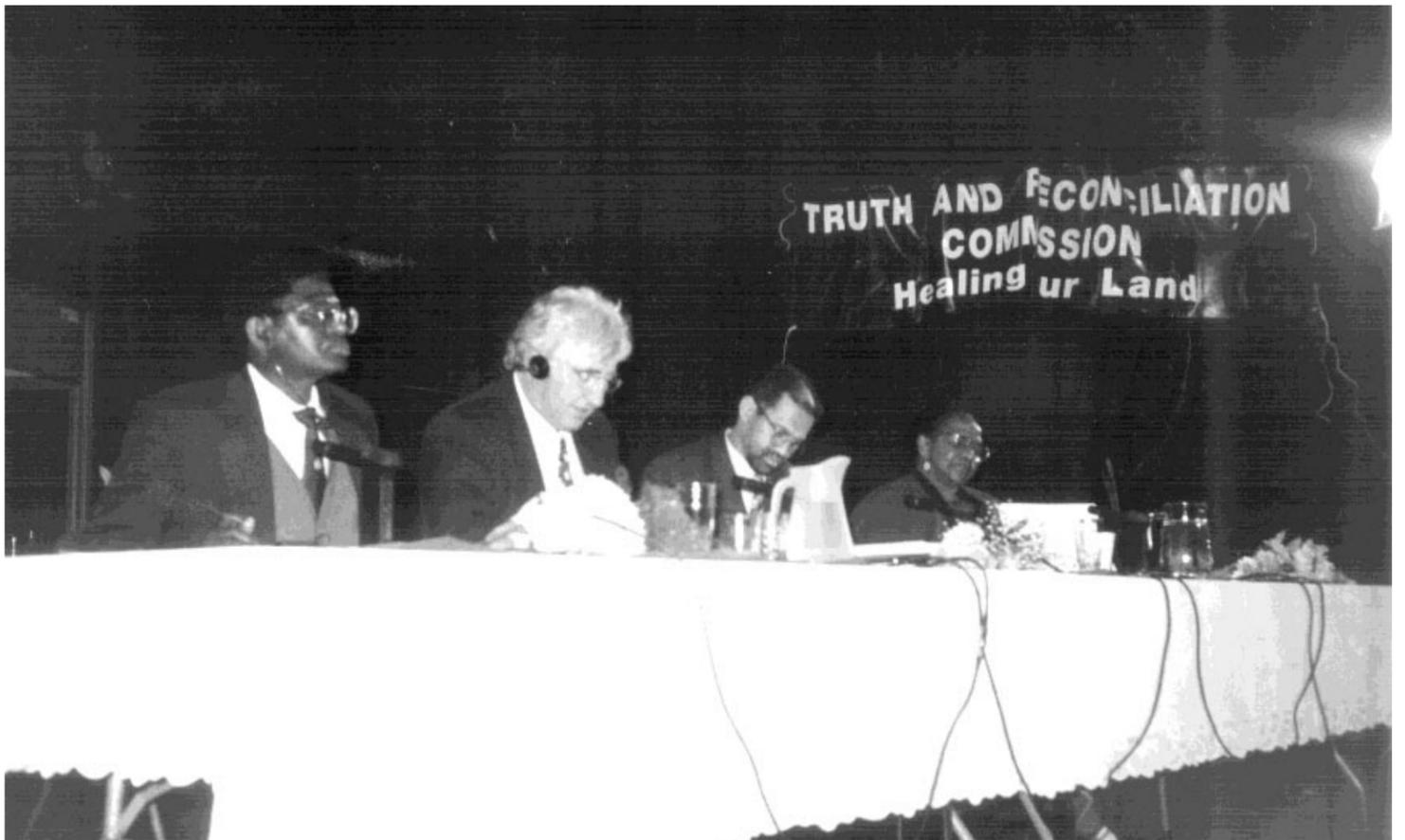
Jean Leblanc

«Il y avait en Belgique une entente secrète entre les services de sécurité belges, qui auraient dû me protéger, et les escadrons de la mort sud-africains qui par deux fois ont tenté de m'assassiner.» (1) «Dès que nous avons supposé que les membres de l'escadron de la mort séjournent encore en Belgique, les services de sécurité nous ont prié avec insistance de ne pas donner de conférence de presse à ce sujet. Ils affirmaient que la police pourrait être sur leurs traces, et il fallait éviter que les membres de l'escadron de la mort puissent être mis au courant. Nous avons par la suite découvert que les services belges leur avaient donné la possibilité de s'échapper de Belgique.» (2) Dans un entretien avec le journal De Morgen, Motsepe a spécifié que ses accusations concernaient surtout des membres de la BSR de Bruxelles.

A l'état-major de la gendarmerie, le colonel Vanden Broeck nie que la BSR de Bruxelles ait protégé un commando sud-africain. «Rien n'est moins vrai. Après la tentative d'assassinat contre Monsieur Motsepe en février 88, un portrait-robot a rapidement été diffusé. Il a conduit à un citoyen sud-africain résidant à Londres. Cette personne ne disposait pas d'un domicile reconnu en Belgique. Les autorités judiciaires belges ont délivré deux mandats d'arrêt via Interpol. A aucun moment, on ne peut parler de protection ou de négligence de la part des gens de la BSR. Aucune faute ne peut leur être reprochée.» (3)

Omission de l'identité du terroriste sud-africain

Une reconstitution des faits confirme néanmoins les graves accusations de Godfrey Motsepe à l'adresse de la gendarmerie et réfute la défense du colonel



La «Commission de vérité et de réconciliation» siège dans différentes villes d'Afrique du Sud (ci-dessus à Soweto). Chaque victime de la période d'apartheid (mars 1960 à décembre 1993) peut venir témoigner devant la commission.

Vanden Broeck.

Le 4 février 1988, deux coups de feu ont été tirés contre le secrétariat de l'ANC, rue du Conseil à Ixelles. Godfrey Motsepe échappe de justesse aux balles et n'est que légèrement blessé par des éclats de verre. Sur base d'une description détaillée de l'auteur, un portrait-robot a pu être établi le jour même. Le groupe anti-terroriste GIA et le centre de coordination national contre le terrorisme communique le portrait-robot à tous les pays voisins avec la demande d'identifier la personne. La police britannique réagit en envoyant au GIA une photo avec des données d'identité. Il s'agit de Joseph Klue, né en 1949 et impliqué dans des activités subversives pour le compte du gouvernement sud-africain. Le 7 mars, deux membres de la BSR, Six et Gobert, montrent la photo à Motsepe, qui reconnaît immédiatement l'auteur des coups de feu du 4 février. Sans lui communiquer le nom de l'auteur, les membres de la BSR lui demandent avec insistance de ne révéler à personne, pas même à la police judiciaire qui mène l'enquête, qu'il a reconnu l'auteur sur une photo de la BSR.

La BSR et le GIA auraient pu empêcher l'assassinat de la représentante de l'ANC à Paris

Le 10 mars, la BSR informe par écrit le Parquet de sa découverte et l'affaire se termine là. Contrairement à ce qu'affirme le colonel Vanden Broeck aujourd'hui, il n'y aura pas de mandat d'arrêt. On n'a

même pas diffusé un avis de recherche international ! (4)

Entre-temps, les escadrons de la mort sud-africains ne se sont pas reposés. Dans la matinée du 27 mars, une bombe a été trouvée et désamorcée devant le bureau de l'ANC à Ixelles. Cette bombe de 17 kg (un poids supérieur à la plus lourde bombe lancée par les CCC) aurait pu provoquer un véritable bain de sang. Comme lors du premier attentat, Motsepe a été entendu par la police judiciaire en tant que... suspect ! Lorsqu'un témoin oculaire, qui a vu fuir le poseur de bombe, confirme l'innocence de Motsepe, le policier de la police judiciaire qui mène l'interrogatoire déclare devant ce dernier : «Avec des organisations terroristes

comme l'ANC et leurs luttes de fractions intestines, on ne sait jamais». Par ailleurs, l'interrogatoire démontre clairement que la police judiciaire n'a toujours pas eu connaissance de la photo de la gendarmerie. La colère de Motsepe à propos de l'attitude raciste de la police judiciaire est telle qu'il ne souffle mot de l'homme qu'il a reconnu sur la photo de la BSR. Deux jours plus tard, Dulcie September, la représentante de l'ANC à Paris, est assassinée. Ce n'est qu'à ce moment, le 30 mars, au lendemain du meurtre à Paris, que le GIA diffuse la photo de la BSR et l'identité de Klue. Il faudra encore attendre jusqu'au 12 avril pour qu'un mandat d'arrêt international fasse de Joseph Klue le principal

suspect des deux attentats à Bruxelles.

Le 13 avril, Jean Gol, ministre de la Justice à l'époque, déclare à une délégation de représentants de partis politiques, de syndicats et d'organisations anti-apartheid qu'il «dispose d'indications permettant de supposer qu'un même groupe d'agents sud-africains est à la base des attentats contre l'ANC à Bruxelles et à Paris». (3) A ce moment, deux mois se sont déjà écoulés depuis le premier attentat et l'identification d'un des auteurs !

1. Le Soir, 17 août 96. 2. La Libre Belgique, 16 août 96. 3. Gazet Van Antwerpen, 16 août 96. 4. De Morgen, 3 et 26 octobre 88, La Dernière Heure, 28 mars 88.

Un sénateur exige une enquête sur la complicité de la gendarmerie

Les accusations de Godfrey Motsepe sont à prendre très au sérieux. Nous soutenons la revendication du sénateur Hugo Coveliers qui demande la convocation de la commission parlementaire mixte de contrôle des services de police. Les comités de contrôle P et I doivent être chargés d'une enquête sur les accusations de Motsepe. L'enquête et les résultats doivent être publics. L'entièreté du dossier doit être accessible à la presse et au public. Mais l'enquête ne doit pas se limiter à examiner la responsa-

bilité de la BSR de Bruxelles. Suite à la déclaration récente du colonel Vanden Broeck au nom de l'état-major de la gendarmerie, l'accusation de collaboration "tacite" entre la BSR de Bruxelles et un escadron de la mort sud-africain concerne également la direction de la gendarmerie, y compris son responsable politique, le ministre Vande Lanotte.

Qu'il ait existé des liens étroits entre la direction de la gendarmerie belge et le régime d'apartheid n'est pas une révélation. Denève, l'un des membres éminents du

club d'extrême-droite pro-apartheid Protea, était dans sa vie professionnelle... lieutenant général de la Gendarmerie. L'importance du racisme dans l'idéologie de la gendarmerie est encore confirmée par un fait récent. En 1994, le Bureau central des recherches de la gendarmerie a lancé l'opération «Rebelle». A cette occasion, elle a procédé à une radioscopie de toute la population turque afin d'y détecter les «criminels potentiels». (1)

1. De Morgen, 24 juin 95.

Un délégué donne 100.000 F à la maison médicale de Charleroi

«Nous devons beaucoup à nos collègues wallons»

La maison médicale de Médecine pour le Peuple à Charleroi a officiellement ouvert ses portes en juin. Nous avons lancé un appel aux lecteurs de Solidaire pour qu'ils contribuent à financer l'achat et les travaux d'aménagement. Les réactions ont été nombreuses. Un délégué de la province d'Anvers a même offert 100.000 F.

Leo Bogaerts

Qu'est-ce qui vous a décidé à donner une telle somme ?

Karel. Comme délégué, j'entends chaque jour les récits des gens qui ont encore du travail. Même eux se font beaucoup de soucis pour l'avenir : l'entreprise restructure, des gens sont licenciés, des jeunes restent sans emploi, les autres doivent travailler plus dur, être plus flexibles. Nombreux sont ceux dont la femme est exclue du chômage ou trouve péniblement un boulot à temps partiel, souvent mal payé. Quand j'entends tous ces soucis, je me demande : comment une famille qui n'a qu'un revenu de remplacement fait-elle pour vivre ? La meilleure réponse est de combattre l'actuelle politique gouvernementale de toutes les manières. En faisant prendre conscience aux gens, en les mobilisant, en luttant dans les syndicats pour des actions sérieuses contre les pouvoirs spéciaux,

les nouvelles mesures d'austérité, le démantèlement de la Sécu.

Comment, en partant de cette préoccupation, en êtes-vous venu à soutenir une maison médicale du PTB ?

Karel. Cela correspond exactement à mon idéal. Ces maisons font un travail honnête : la médecine gratuite, dispensée par une équipe de travailleurs de la santé qui vivent avec un salaire d'ouvrier. Mais surtout, elles ne se limitent pas à dispenser de bons soins médicaux. C'est important, mais il est au moins aussi important de faire prendre conscience aux gens qu'il existe une alternative à la politique gouvernementale actuelle. On les voit aussi aux portes des usines, ils travaillent et ils habitent souvent dans des quartiers populaires. Il y a peut-être un petit coin d'ombre : ils font un travail fantastique mais beaucoup de gens de mon entourage ne le savent pas. De telles initiatives



La fête d'ouverture de la maison médicale de Médecine pour le Peuple à Charleroi en juin. De nombreux lecteurs se sont montrés prêts à fournir une aide financière, ce dont nous les remercions de tout coeur.

Prêt de 200.000 F

Un autre lecteur nous écrit : «Nous avons une épargne de 200.000 F, constituée en déposant chaque mois 8.000 F pour l'achat d'une nouvelle voiture. Suite à l'appel du PTB afin de récolter six millions pour la maison du Parti à Charleroi, nous avons décidé de donner un bon coup de main.

Quand j'entends à la radio tous les bénéfices des banques, ça

me dégoûte et ça me fait râler de leur confier mon argent. Quand je pense à ce que le Parti va pouvoir en faire, j'éprouve une réelle satisfaction, car avec vous je sais où je mets les pieds. J'ai confiance : je sais que le Parti va gérer nos 200.000 F au moins aussi bien que la banque. A 0 % d'intérêt ? Oui c'est un gros cadeau, mais nous l'offrons de bon coeur et avec fierté.»

superbes, il faut beaucoup plus les faire connaître à l'extérieur, car nombreux sont ceux qui pensent : «Bah, ces idéalistes du PTB, une fois qu'ils seront au pouvoir, ils deviendront comme les autres.» Eh bien des docteurs comme ça, ce sont des exemples du contraire.

Pourquoi soutenir une maison médicale à Charleroi et pas dans votre région d'Anvers ?

Karel. J'ai choisi expressément la maison de Charleroi justement parce que c'est en Wallonie. Bon nombre de nos acquis sociaux sont dus en grande partie à la lutte de nos collègues francophones. Il peut donc y avoir des gestes en sens inverse... Et ils peuvent venir à la porte de notre usine. Nos gens verront de leurs yeux ce que signifie la solidarité entre les deux parties du pays. C'est déjà assez grave qu'on nous divise ainsi...

100.000 F, ce n'est pas rien. Pouvez-vous vous en passer ?

Karel. Mais le coût d'une maison médicale, ce n'est pas rien non plus. Vous devez rassembler des millions. Bien sûr, 100.000 F, c'est beaucoup pour moi, mais c'est loin d'être assez pour une maison médicale. Attention, j'ai sans doute de la chance. Ma femme et moi, nous travaillons, nous avons des économies. Je ne mourrai pas de faim après avoir donné ces 100.000 F. Mais tout le monde ne

peut pas donner une telle somme. Pourtant, je veux lancer un appel à mes collègues syndicalistes et ouvriers. Si vous avez quelques

économies, donnez ou prêtez de l'argent à de telles initiatives. C'est vraiment un investissement pour notre avenir.

Parcelles de socialisme

Emile nous écrit : «Chers camarades, *Études Marxistes*, dans un récent article, déconseille l'achat d'une maison personnelle. Pourquoi ? Parce qu'une telle acquisition nécessite beaucoup d'investissement et même lorsque l'habitation est payée, il reste toujours des aménagements, des frais de réparation... Ce qui est vrai pour une maison que l'on possède l'est également et encore bien davantage pour les maisons médicales de Médecine pour le Peuple. Il y a tout de même une différence et elle est de taille. Là, on soigne les patients à des conditions tout à fait abordables, on y prodigue des conseils à tout le monde, on ne prescrit pas des remèdes trop onéreux; contrairement à ce qui se passe dans les cliniques et les hôpitaux. Tout est exécuté dans l'intérêt du consultant. En fait, les maisons médicales, c'est une

parcelle de socialisme dans notre pays. Il en faudrait dans toutes les grandes villes. Cela coûte beaucoup d'argent. Pour les améliorer, les embellir, les rendre plus accueillantes et aussi plus performantes, il faut des millions de francs.

Nous ne pouvons compter que sur nous, nos militants et nos sympathisants. Chaque don, chaque prêt, même de petites sommes, seront toujours les bienvenus

C'est la raison pour laquelle j'ai fait parvenir une somme de 4.000 F; j'avais déjà donné, il y a un certain temps, 20.000 F pour *La Clé* à Schaerbeek. Je tiens à remercier vivement les camarades qui d'une façon ou d'une autre, soit financièrement, soit par un travail bénévole, contribueront à améliorer nos maisons médicales au service du peuple.»

Je participe financièrement !

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et commune :

Tél. :

- Je souhaiterais plus d'informations sur la maison de Médecine pour le Peuple à Charleroi
- Je soutiens le projet en accordant un prêt
- Je soutiens le projet en faisant un don. Je verse F sur le compte 001-2455676-03 de Médecine pour le Peuple National, c/o Groenplein19, 9060 Zelzate
- Je voudrais plus d'informations sur les autres projets du PTB

Renvoyez ce bon au Secrétariat national du PTB, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Pour Médecine pour le Peuple

Suite à la fête des 25 ans de "Médecine gratuite pour le peuple" à Anvers, je me suis rappelé une émission de télévision, datant de plusieurs années, sur la médecine au service des pauvres, qui m'avait inspiré ce poème, écrit sur le vif.

Médecins populaires

Hier soir devant la télé
je suis resté éveillé
jusque bien tard
sans en avoir marre
ce qui est bien rare.
Devant le présentateur
soucieux de laisser s'exprimer
en toute liberté
chacun de ses interlocuteurs,
de pauvres gens
incapables de se soigner
dans une société
où les indigents
sont moins que néant.
Face à eux quelques médecins
sans préjugés ni frontières
ayant bien l'air
d'être aussi marginaux parmi
leurs pairs
que leurs patients,
qui, atteints de misère aiguë
toute honte bue
détaillent leurs maux
avec les mots tout simples
de ceux qui ne savent guère feindre.
Médecins et malades
pour une fois la main dans la main
ont détaillé longuement
le mécanisme infamant
qui peu à peu transforme l'Inami
en organisme de protection pour
les nantis.
Tant pis pour le sans-emploi
qui perdant son sang-froid,
incapable de payer ses dettes,
finit par tomber dans la disette,
perd ses biens,
puis les siens
et se retrouve clochard
dans le hall d'une gare.

Si malade, il a besoin
de grands soins,
il aura bien de la peine
à se faire admettre aux urgences
comme s'il était une gêne
pour les autres patients.

Ce pauvre homme
ne pourra rester que le strict minimum
comme si, coupable du crime de misère
il n'avait droit qu'au traitement le moins cher.
Aussi il ne peut vraiment compter
pour se soigner
que sur les médecins populaires
heureusement sans oeillères
qui soignent toute souffrance
sans s'inquiéter de sa provenance
ni du compte financier
du patient à aider.
En ne considérant pas les gens
sur leur mine
en un temps où beaucoup de disciples d'Esculape
oublent leur serment d'Hippocrate,
ils font sans conteste honneur à
la médecine.

Yvan Balchoï, 25.1.94

Hommage à toi, gueule noire...

Je suis très ému par l'article paru
dans Solidaire n°30 sur la catastrophe
du Bois du Cazier à Marcinelle. Je vous en remercie.
Je suis moi-même fils et petit-fils
de mineur et fier de l'être. Quand
j'ai perdu mon père, j'avais 14 ans,
lui en avait 44. Il est parti
dans la souffrance de la silicose.
Mon père est descendu dans la mine
à 14 ans.
Aujourd'hui on leur rend des hommages,
on les bénit, on en fait même
de la publicité, vantant leur courage,
alors que hier on les ignorait,
on les exploitait, on leur reprochait
même d'être si bien payés.
Quand mon père est tombé malade
de la silicose, il fut pensionné.
Ma mère a dû faire des ménages
chez les bourgeois et les arrivistes
pour mettre un peu de beurre
dans les épinards. Et on disait
— et on le dit encore

aujourd'hui — que les femmes de mineurs
étaient égoïstes car elles voulaient
tout pour elles. Pourtant que de sacrifices
ces femmes ont dû consentir, que d'inquiétudes
elles avaient dans leurs coeurs ! Je pense
à ma grand-mère paternelle, vieille Boraine,
qui a perdu deux maris et un fils,
usée par la tristesse et la misère.
Rien n'a changé sous le soleil des hommes.
Aujourd'hui encore on dit que les ouvriers
sont des égoïstes, qu'ils ne comprennent pas
qu'il faut faire des sacrifices pour Maastricht
et pour les poches des capitalistes,
pour les patrons qui veulent le beurre
et l'argent du beurre.
A toi gueule noire, à ta femme, à tes enfants,
je rends hommage dans mon coeur
tout simplement.
A toi, camarade italien, qui a quitté
l'Italie pour te faire crever et te faire exploiter,
pour la prospérité des patrons,
des capitalistes belges. A toi, je rends
hommage dans mon coeur tout simplement.
Non ! La lutte, camarade, n'est pas finie...
Elle recommencera en septembre 96.
Debout, camarade, le combat t'attend !
Car Dehaene- Di Rupo veulent te faire crever.
N'oublie pas : le 8 août 1956,
Achille Van Acker, ministre, était un socialiste...
exploiteur des mineurs. Aujourd'hui,
non, rien n'a changé.

Freddy P.
Marcinelle, 8 août 96

Exploitation dans les grandes surfaces

Je travaille dans une firme qui possède
une chaîne de 30 magasins en Belgique.
Ceux-ci réalisent chacun un chiffre
d'affaires d'environ 70 millions par an.
Ceux qui dépassent les 70 millions
ont un personnel de quatre personnes.
Les autres ont deux personnes pendant
la semaine plus une pendant les week-ends.
Vous vous imaginez à quel stress nous
sommes soumis en cas de grande affluence,
car il faut que

tout fonctionne correctement et que le chiffre
d'affaires de la journée soit élevé.
Le personnel est donc composé de cent
personnes au total. Nous n'avons ni conseil
d'entreprise, ni délégués syndicaux.
Chaque fois que le personnel excède les
30 personnes, on crée une nouvelle société
sous un autre nom. Certains employés
travaillent ainsi pour plusieurs firmes
qui portent des noms différents. Et le
système marche, car personne ne peut
se permettre de perdre son boulot.
Nous travaillons tous à un régime de
49 heures par semaine dont 40 seulement
sont payées. Nous ne bénéficions pas
de pause de midi. On ne nous autorise
même pas à sortir un instant. Il faut
que nous soyons à la disposition de
l'entreprise pendant toute la journée.
Pas question non plus de compenser
les heures supplémentaires. Nous avons
souvent soumis ces problèmes à la
direction : totalement inutile. Au contraire,
elle pourrait soupçonner que nous
sommes mécontents, ce qui entraînerait
irréremédiablement notre licenciement.
L'inspection sociale est venue à plusieurs
reprises. Moi, on m'a interrogé à propos
des heures supplémentaires. Mais le
résultat est nul, deux fois nul. Ceux
qui devaient toucher une compensation
selon l'inspection sociale, ont reçu cette
somme sur leur compte, mais ils ont
dû la rembourser au patron la semaine
suivante. Personne ne s'en est réjoui,
mais nous n'avions pas le choix. Sinon
c'était le C4. Chez nous, on se moque
des droits sociaux. C'est triste que les
droits pour lesquels nos grands-parents
se sont battus soient à présent bafoués.
Nous devons davantage défendre nos
droits sans avoir peur.

Un employé de magasin

Des trous dans la Régie des routes

La privatisation frappe aussi les services
de la Régie des routes. Comme salarié
de cette Régie, je constate les conséquences.
Un

service normal de notre Régie compte
28 personnes. Il y en a plusieurs par
province. Mais le personnel a été
sévèrement réduit ces dernières années.
Dans mon service, nous ne sommes
plus que dix-neuf. Depuis 1981, on
n'embauche plus de nouveaux agents.
On nous a bien accordé quelques
jeunes dans le cadre du plan d'emploi
pour les jeunes, mais depuis novembre
dernier ils sont partis. Les agents
qui prennent leur pension ne sont
pas remplacés. J'ai 52 ans et la plupart
de mes collègues sont plus âgés.
Si on accorde un système de
pré-pension à 55 ans, notre service
risque à nouveau d'être réduit de moitié.
A l'époque où le personnel était
encore au complet, nous assumions
de nombreuses tâches : marquage
des routes, placement des panneaux
de signalisation, nettoyage des rues,
entretien des accotements, réparation
des trous. Nous disposions du matériel
adéquat. Mais à mesure que les
travailleurs prenaient leur retraite,
sans être remplacés par des jeunes,
il y a eu de plus en plus de trous
dans nos équipes. Notre travail a été
progressivement confié à des
entrepreneurs privés. Les tableaux
de signalisation sont dorénavant
placés par des sous-traitants, et nous
sommes plutôt chargés de la supervision.
Il faut surveiller de près le travail
des entrepreneurs privés, car pour
eux il s'agit de réaliser des bénéfices.
Le risque que le travail soit mal
fait est beaucoup plus grand. Evidemment,
dans le passé, il y avait aussi des
agents publics qui bâclaient leur
travail. Mais à présent il faut
beaucoup plus de contrôle. C'est
particulièrement le cas pour
l'épandage du sel en période de gel.
Par ailleurs, les niveaux D et E,
ouvriers et contremaîtres, disparaissent
progressivement dans tous les
ministères. La sous-traitance des
services publics est un phénomène
national et même européen. Je
crois qu'on en reviendra et qu'on
se rendra compte des conséquences
de la politique de privatisation
actuelle.

Un syndicaliste de la Régie des routes

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des
travailleurs belges et immigrés, en
Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il
lutte contre le capitalisme et l'impérialisme
et intègre la science générale du marxisme-
léninisme dans sa pratique concrète,
pour définir sa stratégie de la révolution
socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le PTB
combat le grand capital: banques,
holdings, multinationales. Les moyens
de production sont leur propriété
privée et la société est régie selon
leur soif de profit. Ils sont la cause
de l'exploitation, de la misère et de
la montée du fascisme. Le PTB
combat l'appareil d'Etat capitaliste
qui garantit la dictature du capital
contre le travail. Cet Etat transfère
aux capitalistes des milliards puisés
dans les poches des travailleurs.
Sa gendarmerie est la milice privée
du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut
l'expropriation sans indemnisation
des grands capitalistes: leurs
moyens de production doivent
devenir la propriété collective
des travailleurs. L'économie doit
être planifiée suivant les besoins
de la population travailleuse. Le
PTB veut la destruction de
l'appareil d'Etat capitaliste et la
constitution d'un Etat socialiste,
prenant appui sur les masses
travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances
impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant
le tiers monde. Le PTB soutient
les mouvements révolutionnaires
qui se battent pour l'indépendance,
la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre.
La concurrence entre les Etats Unis,
le Japon et l'Europe s'accroît.
L'Allemagne rêve d'un quatrième
Reich: elle renforce son hégémonie
au sein de l'Union européenne.
Les puissances impérialistes s'unissent
pour opprimer le tiers monde.
Ils y mènent des agressions
militaires sous le couvert du «droit
d'ingérence». En Europe de l'Est
aussi, les interventions militaires
sont appelées à se multiplier.
Le PTB dit non à l'impérialisme
européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme.
Le PTB s'inspire de l'expérience
historique du mouvement
communiste international: la
révolution d'Octobre en Russie,
dirigée par Lénine; la construction
du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée
par Mao, qui a ouvert la voie
socialiste dans le tiers monde.
Depuis Krouchtchev, le révisionnisme
a miné petit à petit la base
socialiste de l'URSS. Il a liquidé les
principes fondamentaux du pouvoir
de la classe ouvrière. L'économie
soviétique s'est effondrée: le parti
s'est coupé des masses. La
restauration du capitalisme sauvage
en ex-URSS a été l'aboutissement
de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste.
Le PTB se prononce pour l'unité
du mouvement communiste
international sur la base du marxisme-
léninisme et de l'internationalisme
prolétarien. Les travailleurs du
monde entier ne forment qu'une
seule classe. Ils doivent s'unir
contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000
Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31
• **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier
171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95
• **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen
(03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge
(050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier
171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.**
21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65
• **Courtrai.** Sint Denijsestraat 78, 8500 Kortrijk
(056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59,
2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondermaam
straat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.**
Keinckesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90
• **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt,
(011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040
Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat
34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue
Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (041)28 09 49
• **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Leuven
(016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64,
2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue
de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96
• **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes
(065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain
584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.**
Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88
• **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276,
1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue
C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41
• **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24
• **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde
(02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060
Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

1146

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal: Commune:

Age: Entreprise/Ecole:

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

«Le ministre-président est plus dangereux que le Vlaams Blok»

Le philosophe Dieter Lesage fait voler en éclats le nationalisme de Van den Brande

A la grande surprise des téléspectateurs, le ministre-président de la Région flamande, Luc Van den Brande, a salué Lisa del Bo comme la représentante du "peuple flamand" au festival Eurovision de la chanson. Et les collaborateurs de la BRT ont reçu la directive de ne plus parler de la côte belge mais de la côte "flamande". Le philosophe Dieter Lesage analyse cette montée fulgurante du nationalisme.

Jef Maes

«La peur du Vlaams Blok nous fait parfois oublier qu'au niveau "national flamand", un plus grand danger est effectivement au pouvoir : Luc Van den Brande.» C'est ce qui figure sur le texte de couverture du livre intitulé à juste "titre" "Onzuivere gedachten", Pensées impures. D'une plume critique, l'auteur décortique la "pensée nationaliste culturelle" de Van den Brande et des partis traditionnels en Flandre. Et il riposte sur divers points à ce nationalisme culturel. D'abord et surtout, l'auteur se dresse contre l'idée de "l'État-nation" dans lequel Etat, peuple et culture coïncident. Cette idéologie ne se limite pas au Vlaams Blok mais a déjà solidement infiltré la politique traditionnelle.

«L'idéologie de l'État-nation entretient l'illusion qu'il serait possible que le monde soit un jour composé d'États regroupant tous des peuples homogènes(...) La situation politique idéale serait celle dans laquelle chaque peuple aurait son propre Etat et chaque Etat ne contiendrait qu'un seul peuple. Mais ce que les idéologues de l'État-nation ne disent pas, c'est que cette solution idéale implique de facto des épurations ethniques et d'éventuels bains de sang.» (p. 26)

La rhétorique est séparatiste

Van den Brande subsidie annuellement des ambassadeurs culturels flamands parce qu'il n'est pas encore en mesure d'envoyer à travers le monde de véritables ambassadeurs. Mais tel est bien l'objectif ultime que cache ce "nationalisme culturel".

«Une apologie subsidiée d'un passé consumé doit servir de mobilisation générale pour une utopie à portée de main. La Flandre qui a jadis connu la grandeur retrouvera sa grandeur. 1302- 2002. Dès maintenant nous devons nous armer contre la rhétorique dont on va nous rebattre les oreilles à l'occasion de la commémoration du sept centième anniversaire de la Bataille des Éperons d'Or. Car il est certain que cette rhétorique sera séparatiste.» (p. 78)

Dans son livre, Dieter Lesage



Le philosophe Dieter Lesage.

prend la défense de la Belgique, mais pas sur la base d'un réflexe nationaliste bourgeois.

Comme si la bourgeoisie avait disparu

«S'il existe un État qui ne soit pas un État-nation, c'est bien la Belgique. C'est précisément pour cela que la Belgique est un symbole attirant. Elle n'est pas le symbole de l'unité, de l'identité, mais d'un dédoublement à l'infini.(...) La Belgique est plus ou moins structurée comme la Bosnie-Herzégovine et est donc tout aussi difficile à "partager".» (p.27)

«La bourgeoisie, telle que Bunuel en a fait le portrait, a disparu. Du moins, c'est l'impression que l'absence du mot veut susciter. Presque plus personne n'ose prononcer ce mot, ne serait-ce que par crainte d'être traité de communiste. (...) La polarisation sociale qui a longtemps été le moteur de la polémique politique semble complètement éteinte, comme si l'idéal de la société communiste dans laquelle tout le monde jouit du même bien-être avait été réalisé par méprise par les démocraties occidentales anticommunistes. (...) Il est clair que ces messieurs présidents de parti font du zèle pour parler de la même chose et s'adresser au même personnage : le citoyen flamand de bon sens sensible aux valeurs chrétiennes.» (p.116-118)

Le nationalisme sert à rendre la bourgeoisie invisible

Dans un chapitre distinct, l'auteur commente le livre "Nationalisme, kritische opstellen" de Raymond Detrez et Jan Blommaert (EPO,



Le "ministre-président flamand". «La peur du Vlaams Blok, explique le philosophe Dieter Lesage, nous fait parfois oublier qu'au niveau "national flamand", un plus grand danger est effectivement au pouvoir : Luc Van den Brande.»

1994). Il y scrute les racines de la pensée nationaliste : «Le nationalisme est une stratégie éminente pour faire disparaître la bourgeoisie ou mieux pour la rendre invisible. Sous le communisme, il fallait encore combattre la bourgeoisie; dans le nationalisme, la bourgeoisie disparaît d'elle-même complètement. Ce qui pourrait s'expliquer par le fait que le nationalisme est précisément le mouvement de la bourgeoisie.» (p. 117)

La différence entre la politique du Vlaams Blok et celle des autres partis politiques est devenue de plus en plus ténue. Le jeune philosophe l'a bien remarqué.

«Pour le dire de manière imagée : la seule différence entre le nationalisme raciste du Vlaams Blok et le nationalisme culturel des partis traditionnels flamands est que ces derniers n'utilisent pas le mot "charter". Mais pendant ce temps, sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur Johan Vande Lanotte, qui se présente comme un jeune politicien progressiste socialiste, les prétendus illégaux sont renvoyés en charter.» (p.119)

Enfin, Lesage souligne dans son livre les dangers qu'entraînerait le démembrement de la Belgique.

«La rhétorique du mauvais maria-

ge n'est qu'un préambule à la rhétorique du divorce. Cependant la Flandre et la Wallonie ne sont pas comme deux personnes mariées qui peuvent décider, un beau jour, de se séparer. Non, elles sont plutôt comme des jumeaux siamois avec une seule tête (Bruxelles/Brussel), et une opération ne peut que faire couler énormément de sang. Dans ce cas, l'ergothérapie est préférable à la chirurgie.» (p.128)

Bien que le livre traite parfois de questions qui ne concernent qu'indirectement la rhétorique nationaliste et que l'auteur se

perde parfois dans la critique de détail, ce livre est un instrument qui vient à point pour contrer la surenchère nationaliste galopante, tant au nord qu'au sud de Bruxelles.

Dieter Lesage, Onzuivere gedachten, Over het Vlaanderen van de minister-president, Edition Dedalus, Anvers 1996. Uniquement en néerlandais. Le livre compte 143 pages et coûte 550 francs. A commander à la Librairie Internationale, Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02/ 513.69.07).

Immigrés occidentaux en Afrique

«Mais alors que les colons se sont arrogés le droit de vivre à l'étranger la vie qu'ils avaient l'habitude de mener dans leur pays d'origine, ce droit est aujourd'hui refusé aux immigrants, par ceux-là mêmes qui étaient encore des colons hier. Non seulement les immigrants sont considérés comme

"autres" et doivent s'adapter et s'intégrer, mais en plus, ce sont aussi toujours ces "autres" qui sont considérés comme immigrants. Jamais on ne dira des occidentaux qui habitent et travaillent aujourd'hui en Afrique qu'ils sont des immigrants occidentaux en Afrique.» (Onzuivere gedachten, p.77)